



Analyse rétrospective

Années 2021 à 2025

Vincent MARQUE
Agent Comptable

Rappel contexte 2025

1. Le budget 2025 a été construit dans un cadre de situation économique toujours fragile marquée par une croissance très modeste et une conjoncture hésitante affectée par l'instabilité gouvernementale. A cet égard, en l'absence du vote de la loi de Finances pour 2025 dans les délais impartis, l'UTT a connu un début d'exercice 2025 en « services votés » (minimum de dotations que le gouvernement juge indispensable pour la poursuite des services publics dans les conditions qui ont été approuvées l'année précédente par le Parlement.).

Après un exercice 2023 difficile (résultat déficitaire de 1 469 k€) et un exercice 2024 légèrement excédentaire de 202 k€, la grande fragilité financière de l'Université reste confirmée en raison notamment de la sous-dotation structurelle depuis sa création.

2. Orientations stratégiques UTT 2035.

Le document **Horizon 2035** définit la vision stratégique de l'Université de technologie de Troyes pour la prochaine décennie. Il vise à fixer des orientations claires pour guider ses choix, en affirmant ses spécificités, ses forces et ses valeurs, tout en intégrant les enjeux socio- et écoresponsables. L'objectif est de construire collectivement l'avenir de l'établissement, rester maître de son développement et renforcer sa visibilité sur des domaines d'expertise ciblés, en s'appuyant sur la richesse de sa communauté humaine et ses interactions avec l'extérieur.

Ce projet stratégique repose sur trois ambitions (transition écologique et numérique, excellence technologique et nouveaux viviers de formation), et trois principes d'action (engagement humaniste, parcours d'excellence, universalité).

L'initiative Université de technologie européenne EUt+ trouve toute sa place au cœur de ce projet stratégique. L'alliance, qui comporte 9 membres accélère la transition de l'UTT vers la seconde phase de son développement. En tant que leader du projet EUt+, l'UTT est à la fois pilote et établissement expérimental pour le développement des nouvelles méthodes et orientations de l'EUt+. Le modèle pédagogique de l'UTT se trouve très proche des ambitions européennes en la matière.

Sur l'exercice 2025, les membres du consortium ont poursuivi les travaux de la seconde phase de développement de l'Université Européenne, dont l'enjeu est de mutualiser les compétences et spécificités de chacun des partenaires en vue de la création de nouveaux diplômes commun européen, et pour contribuer à augmenter la visibilité de la technologie Européenne à travers la recherche. Cette seconde phase, d'une durée de quatre ans (2024-2027), doit également permettre d'avancer sur l'identité juridique à retenir pour la construction de cette Université Européennes Eut+.

3. Le recalcul annuel du prorata de TVA (sur la base du compte financier n-1) entérine le taux 2025 à 19 %. Pour mémoire, il était de 22% en 2024, 19% en 2023 et 24 % en 2022 (21 % en 2021). Ce nouveau calcul a un impact négatif sur le résultat attendu.

4. Rappels réglementaires :

L'arrêté du 19/04/2019 relatif aux droits d'inscription des établissements publics de l'enseignement supérieur relevant du Ministre chargé de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, instaure, dès la rentrée 2019, des droits d'inscription différenciés applicables aux étudiants extracommunautaires.

Depuis le 01/01/2017, tous les établissements publics doivent être en mesure de tenir leur comptabilité en mode budgétaire à la suite de la mise en œuvre du décret GBCP relatif à la gestion budgétaire et comptable publique. Cette mise en œuvre suppose le suivi de 2 comptabilités distinctes : la comptabilité budgétaire et la comptabilité générale.

- La comptabilité budgétaire repose sur la notion d'autorisations d'engagement (AE), de crédits de paiement (CP), de l'encaissement des recettes et des autorisations d'emplois. L'ordonnateur est chargé de la tenue des autorisations d'engagement et des autorisations d'emplois. Le comptable est responsable de la comptabilisation des CP et des encaissements. Les AE représentent le plafond maximum de dépenses pouvant être engagées par l'établissement sur l'exercice. Les CP représentent le montant maximum de dépenses pouvant être payées sur l'exercice. Le budget est désormais voté en AE, CP et autorisations d'emplois.
- La comptabilité générale est de la responsabilité du comptable. Elle repose d'une part, sur le compte de résultat qui retrace l'activité courante de l'organisme sur un seul exercice, et d'autre part, sur le bilan qui retrace la situation financière et patrimoniale de l'organisme à une date donnée tous exercices confondus.
- La comptabilité budgétaire repose uniquement sur les flux réels de trésorerie ayant affecté l'activité du 01/01/N au 31/12/N.

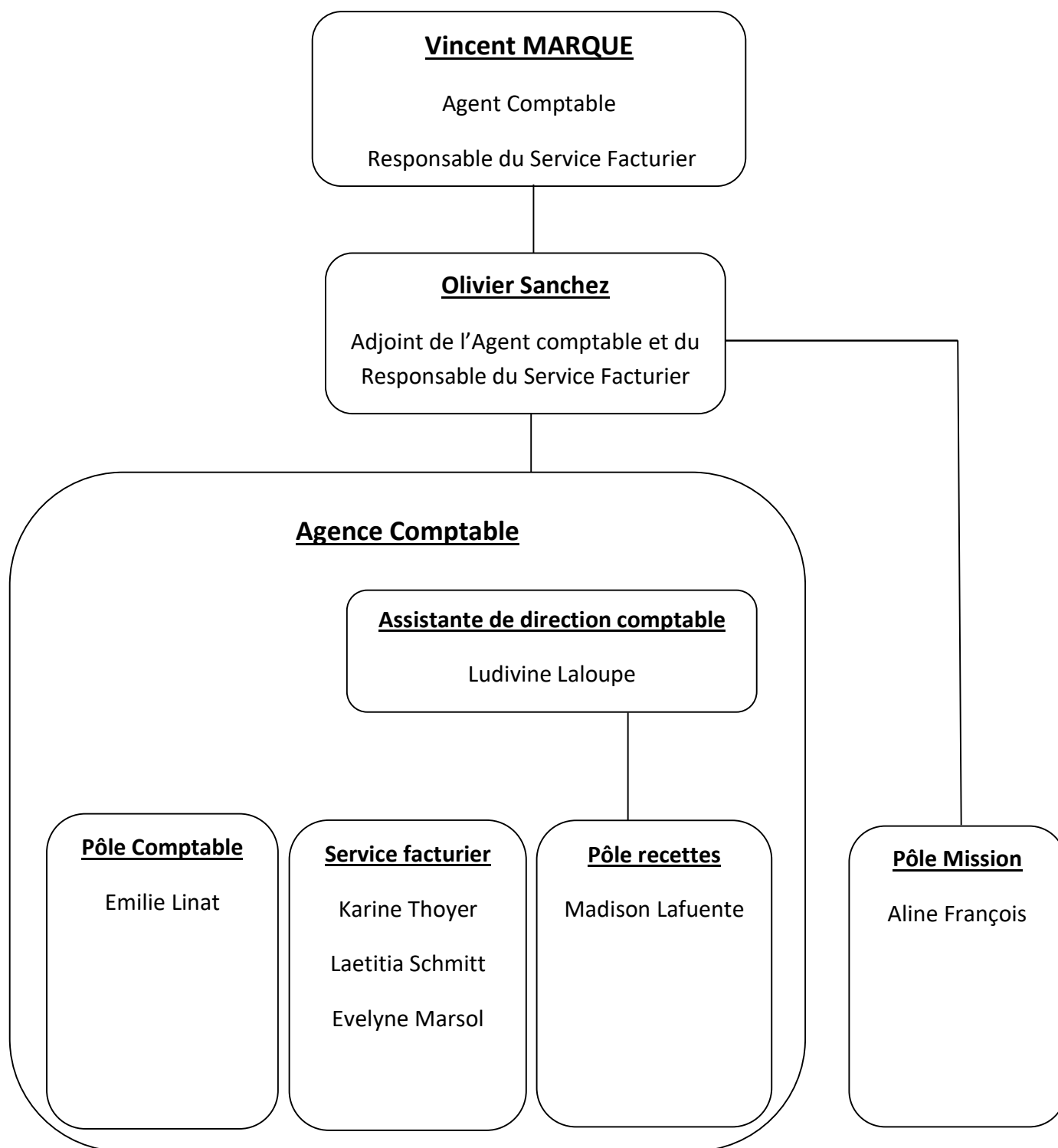
Au 1^{er} janvier 2023 est entré en vigueur un nouveau régime juridictionnel unifié de responsabilité des gestionnaires publics (qu'ils exercent des fonctions d'ordonnateur ou de comptable). Cette réforme, qui met fin à la traditionnelle responsabilité personnelle et pécuniaire (« RPP ») des comptables publics, a pour objectif principal de fluidifier l'action publique, en réservant l'intervention du juge aux fautes les plus graves.

En pratique, elle doit conduire les administrations publiques à réexaminer leurs circuits financiers pour mieux identifier les zones de risque et à diffuser plus largement la culture et les outils de contrôle interne, tout en allégeant les procédures.

Jusqu'à présent, les données comptables et financières faisaient l'objet de remontées mensuelles exécutées manuellement par l'Agence Comptable. Ces informations étaient déversées sur une

plateforme (Infocentre) que la DGFIP n'a pas souhaité maintenir. Aussi, un nouvel outil Infinoe doit remplacer l'actuel Infocentre. Ce nouvel outil aurait dû être mis en place en 2025 mais des difficultés techniques nationales ne permettent pas son développement pour l'instant.

l) Organigramme de l'Agence Comptable/Service facturier.



SOMMAIRE

Introduction

- 1 La formation du Résultat.
 - 1-1 Détail des produits
 - 1-2 Détail des dépenses
- 2 La détermination de l'Autofinancement : la Capacité d'Autofinancement : CAF
- 3 L'Equilibre Financier.
 - 3-1 La détermination du Fonds de Roulement : FDR
 - 3-2 Le Besoin en Fonds de Roulement : BFR
 - 3-3 La Trésorerie
- 4 Le Bilan
 - 4-1 Actif immobilisé et fonds propres
 - 4-2 Les provisions et dettes financières
 - 4-3 Actifs circulants, Passifs circulants et Trésorerie
- 5 Taux d'exécution du budget.
- 6 Annexes :
 - 6-1 Compte de résultat détaillé sur 3 années
 - 6-2 Dépenses significatives
 - 6-3 Recettes significatives
 - 6-4 Achats immobilisés en 2021
 - 6-5 Financements 2021 sur immobilisations.

INTRODUCTION

L'Université de Technologie de Troyes (UTT), propriété du Conseil départemental de l'Aube a été créée en 1994, son implantation actuelle date de 1996 pour l'ellipse, 2005 pour la halle de sport, 2006 pour la première extension et 2015 pour la seconde avec le bâtiment recherche

L'UTT est un établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel (EPSCP). Les EPSCP sont des établissements nationaux d'enseignement supérieur et de recherche jouissant de la personnalité morale et de l'autonomie pédagogique et scientifique, administrative et financière.

Les EPSCP sont autonomes c'est-à-dire qu'ils définissent leur politique de formation, de recherche et de documentation dans le cadre de la réglementation nationale et dans le respect de leurs engagements contractuels (ex. contrat pluriannuel). Les principales sources de financement sont d'un part la subvention pour charge de service public de l'état (SCSP), les subventions perçues dans le cadre de la recherche (ANR, Europe, Région, département, etc.), les droits de scolarité et de formation (formation initiale, continue, alternance, VAE) ainsi les recettes perçues au travers de partenariats industriels.

Faits généraux :

L'année 2025 se clôture avec un résultat déficitaire de – 492 940 €.

Le fonds de roulement (FDR) est à nouveau en repli sur cet exercice et s'établit à 6 278 685 €.

La Capacité d'Autofinancement (CAF), reste fragile et apparait en 2025, comme en 2024, trop modeste. Aussi, elle ne permet pas de financer l'intégralité des investissements.

Ces indicateurs alertent à nouveau sur la nécessité de retrouver des marges de manœuvre et des financements que ce soit en lien avec la SCSP (66% des produits encaissables) ou par le biais de ressources propres (un peu moins de 15% des produits encaissables).

Le niveau de trésorerie reste satisfaisant en cette fin d'exercice 2025 (8 455 226 €). Elle est en baisse de 1 534 060 € mais cette dégradation est à relativiser car elle comprenait fin 2024 une somme pour compte de tiers importante (2 304 k€) perçue au titre du projet EUT+ ACCELERATE, qui a été reversée aux partenaires courant 2025.

Dans le cadre de cette analyse, seront étudiés le résultat, la capacité d'autofinancement (CAF), l'équilibre financier (fonds de roulement (FDR), besoin en fonds de roulement (BFR), trésorerie (T)) et le bilan.

Je porterai également à votre connaissance le taux d'exécution du budget en mode GBCP.

Principaux constats :

- Après avoir connu un exercice 2023 très difficile avec un déficit de 1 468 k€, l'UTT avait retrouvé en 2024 un résultat assez proche de ceux connus entre 2019 et 2022. L'exercice 2025 se trouve déficitaire de – 492 940 €.
- Les charges (dépenses) s'élèvent à 46 469 k€ soit un niveau plus important qu'en 2024 (45 172 k€, +2.9%).

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Charges en k€	40 114	39 848	45 562	45 140	46 518	45 172	46 469

- Les produits (recettes) s'élèvent à 45 976 k€ et sont en très légère progression par rapport à 2024 (45 375 k€, +1%). L'analyse de la structure des recettes permettra d'identifier les variations significatives.

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Produits en k€	40 179	40 276	45 920	45 267	45 050	45 375	45 976

Plus en détail, comme en 2024, il est constaté une baisse des recettes propres, et une légère progression des subventions.

- Le fonds de roulement diminue à nouveau en 2025 et s'élève à 6 279 k€. Ce fonds de roulement est en baisse constante depuis 2021. Il permet de couvrir 51 jours de crédits de paiement.

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Fonds de Roulement en K€	5 085	4 281	4 550	4 313	4 845	5 397	8 698	8 393	6 867	6 666	6 179

- La trésorerie (8 455 k€), bien que d'un niveau satisfaisant, est aussi en repli par rapport à l'année dernière (9 989 k€).

Comme les exercices précédents, ce niveau de trésorerie doit être pris avec précautions. En effet, il demeure dans les comptes de tiers des sommes au titre des projets IMPACT et BERNARDO ainsi que des bourses ERASMUS qu'il conviendra de reverser. Ces fonds sont ainsi clairement identifiés, ils s'élèvent à 875 k€.

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Trésorerie en K€	5 494	9 654	10 466	9 325	11 120	9 989	8 455

Les trois ratios du décret financier du 04/12/2024 sont respectés :

Trésorerie en nombre de jours de crédit de paiement de fonctionnement : 73 jours (doit être supérieur à 30 jours).

Fonds de roulement en nombre de jours de crédit de paiement : 51 jours (doit être supérieur à 15 jours).

Charges de personnel/produits encaissables : 79% (doit être inférieur à 83%).

Marges de manœuvre-Recommandations :

Les principaux indicateurs de santé financière d'un établissement sont le résultat comptable, la CAF, le Fonds de Roulement (FDR) ainsi que la trésorerie.

- La capacité d'autofinancement (CAF) est en repli depuis l'exercice 2020. Elle s'élevait alors à 1 797 k€ puis 1 582 k€ en 2021, 1 252 k€ en 2022. Elle est devenue négative en 2023 (-386 k€). Elle s'élevait en 2024 à 1 177 k€. Sur l'exercice 2025, la CAF s'établit à seulement 432 k€. Il est essentiel de veiller à consolider cette CAF qui en l'état ne permet pas de financer l'intégralité des nouveaux actifs.

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
CAF en K€	1 300	1 797	1 582	1 252	-386	1 177	432

Comme évoqué dans de précédentes analyses, l'amélioration de cette capacité d'autofinancement permettrait de dégager un résultat positif. Cela implique des réflexions sur une plus grande maîtrise de nos charges (masse salariale et fonctionnement) même si des efforts conséquents ont déjà été réalisés, la recherche de nouvelles recettes propres (apprentissage, transferts de technologie et partenariats industriels) et la consolidation de financements publics. Ces actions doivent bien

entendu s'inscrire en cohérence avec les missions d'une Université et les orientations stratégiques UTT 2035 votées par le Conseil d'administration en juin 2024.

Depuis quatre ans, la CAF ne permet donc pas de financer les investissements réalisés : l'ensemble des « ressources » ne couvre pas les « emplois », y compris avec l'apport de subventions pour le financement de ses immobilisations. Ainsi, l'UTT a opéré sur ces quatre exercices un prélèvement sur le Fonds De Roulement (FDR) (305 k€ en 2022, 1 526 k€ en 2023, 201 k€ en 2024 et 387 k€ en 2025). Le niveau de ce FDR reste acceptable mais **la tendance de prélèvement doit être a minima contenue et dans l'absolu inversée.**

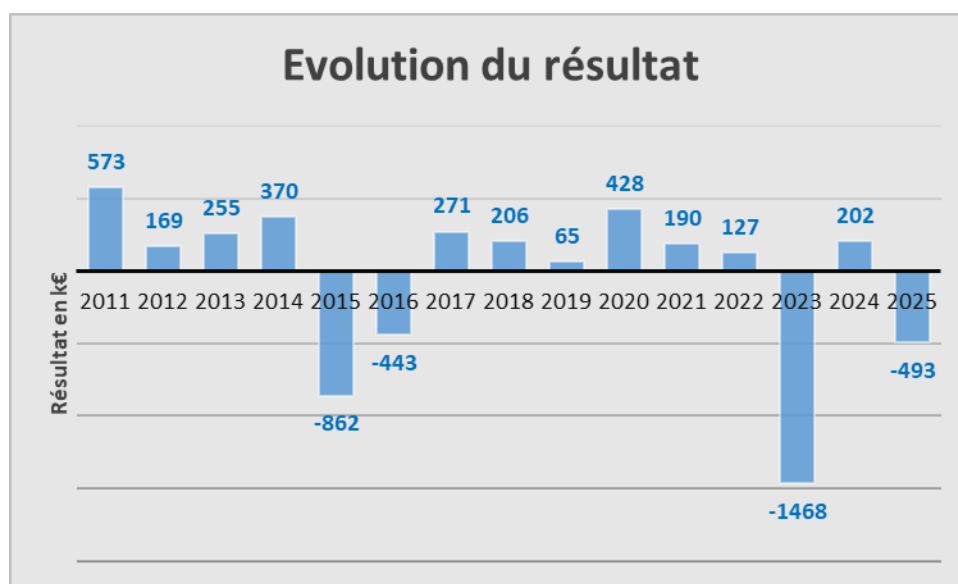
Comme les exercices précédents mais dans une moindre mesure, le besoin en fonds de roulement (BFR) (-2 177 k€) est négatif et abonde ainsi la trésorerie.

Le pilotage financier de l'Institution demeure impacté par sa « **sous-dotation** » **initiale en matière de SCSP**. La soutenabilité financière de l'établissement est certes assurée mais l'équilibre reste fragile. Il convient de rester très prudent sur les exercices à venir au vu des projections de masse salariale. La masse salariale qui est de loin le premier poste de dépense représente en effet 79% des produits décaissables (77% en 2024). Les actions déjà engagées sur la maîtrise de la masse salariale, renforcées d'une meilleure vision pluriannuelle sont indispensables pour contenir ce ratio.

1. La Formation du résultat.

Université de Technologie de Troyes					en Euros
	2021	2022	2023	2024	2025
Valeur Ajoutée (cptes 70 à 72- cptes 60 à 62)	3 332 497	834 221	592 545	367 403	249 127
V. A. corrigée des subventions (+ cptes 74)	36 115 556	35 381 783	34 577 193	34 953 536	36 117 569
Excédent Brut d'Exploitation (-cptes 63 et 64)	5 218 301	2 852 424	797 386	1 595 154	1 798 495
Résultat Net Comptable (+cptes 75 à 78 - cptes 65 à 68)	190 357	127 128	-1 468 097	202 099	-492 940

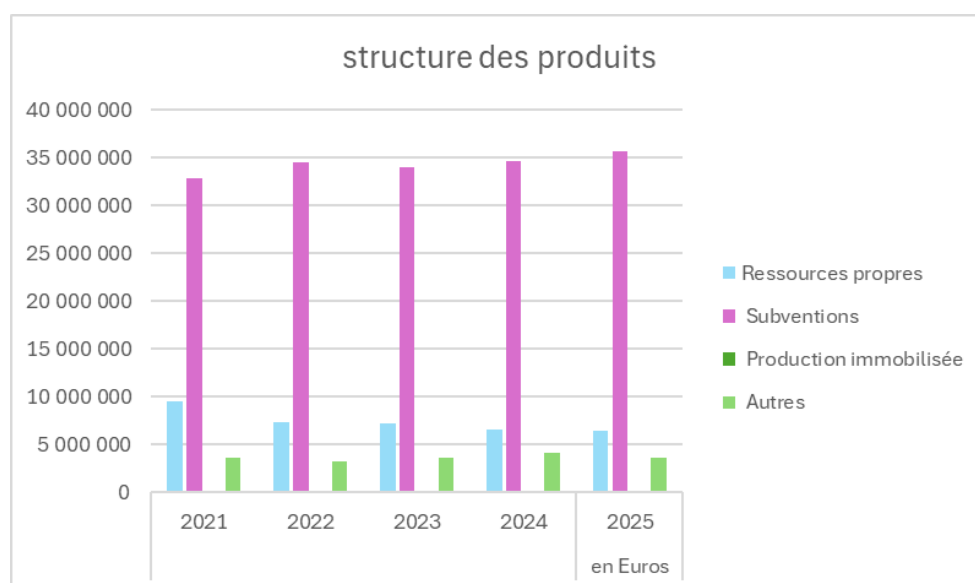
Pour mémoire : les résultats nets comptables 2019 et 2020 s'élevaient respectivement à 65 k€ et 428 k€.



1.1 Détail des Produits

- Répartition des produits en montant.

Université de Technologie de Troyes				en Euros	
	2021	2022	2023	2024	2025
Ressources propres	9 499 888	7 322 398	7 249 242	6 565 831	6 379 402
Subventions	32 783 059	34 547 563	33 984 648	34 586 133	35 868 442
Production immobilisée		132 420	181 224	98 296	111 816
Autres	3 636 873	3 264 921	3 635 190	4 124 713	3 616 143
Montant total des produits	45 919 820	45 267 301	45 050 305	45 374 973	45 975 804



1.1.1 Les « ressources propres »

Le poste « ressources propres » qui progressait régulièrement jusqu'en 2021, a connu une baisse sensible en 2022. Cette baisse s'est poursuivie sur les exercices 2023 et suivants pour s'établir à 6 379 k€ en 2025.

Ce poste représente 15 % des produits encaissables.

Evolutions internes du poste « ressources propres ». (Compte 70)

Les « recettes propres » regroupent les droits universitaires, les recettes de la formation continue et de la validation des acquis de l'expérience (VAE), celles de l'apprentissage, les recettes des colloques, les prestations de recherche dans le cadre de partenariats industriels (transferts de technologie (TT), la mise à disposition de personnels et divers autres produits ou prestations de service.

- Les droits et redevances universitaires s'établissaient en 2024 à 1 761 k€ (1 682 k€ en 2023). En 2025, ces mêmes droits représentent 1 748 k€.

Les droits relatifs aux diplômes spécifiques s'élèvent à 132 k€ (169 k€ en 2024) dont 80 k€ pour le DU IRIS et 52 k€ pour programme MalaisieA23).

	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Droits applicables aux étudiants nationaux	885 K€	863 K€	842 K€	793 K€	797 k€	774 k€
Droits applicables aux étudiants Internationaux	394 K€	470 K€	706 K€	791 K€	796 k€	842 k€

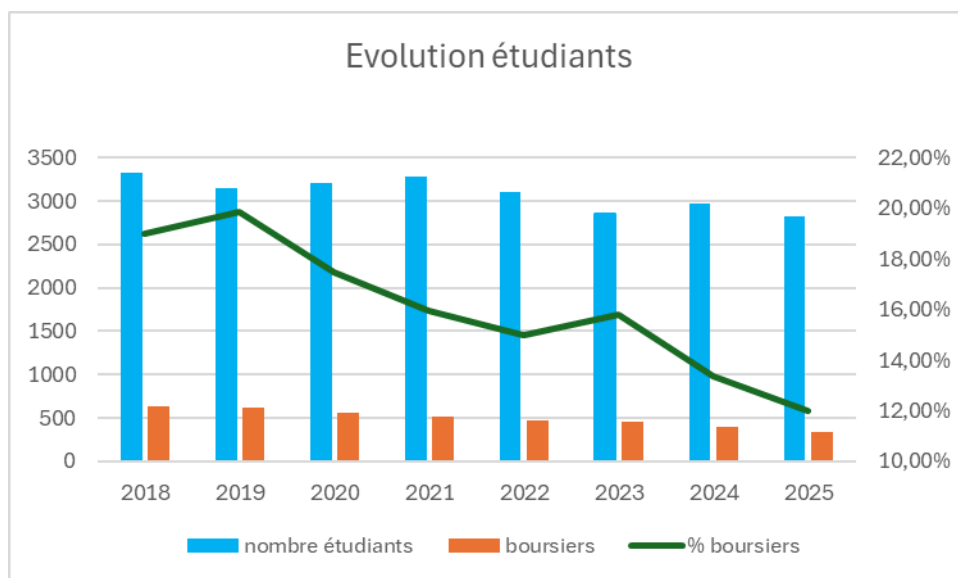
Les redevances pour l'accueil de doctorants ont rapporté 31 k€. (43 k€ en 2024 et 2023, 49 k€ en 2022, 35 k€ en 2021, 27k€ en 2020). Pour mémoire le montant lié à cette recette était de 65 k€ en 2019, dernière année avant crise sanitaire COVID 19).

Après avoir progressé en 2024, le nombre des étudiants baisse à nouveau en 2025. On en dénombre 2 821. Le nombre de boursiers diminue chaque année et s'élève à 338 (397 en 2024, 451 en 2023, 465 en 2022, 522 en 2021, 561 en 2020 et 625 en 2019 et 631 en 2018). On compte 327 boursiers chez les ingénieurs et 11 chez les masters.

Effectifs étudiants

	INGENIEURS	MASTERS	LICENCES PRO	MASTERS	BACHELORS	DU	DOCTORANTS	TOTAL
RENTREE 2025	1971	285	35	98	7	269 (263 FC)	156	2821
RENTREE 2024	2005	338	84	83		285 (282 FC)	171	2966
RENTREE 2023	2148	280	68	85		85	190	2856
RENTREE 2022	2286	308	77	91		157	182	3101
RENTREE 2021	2389	272	86	95		236	198	3276
RENTREE 2020	2438	233	77	75		201	187	3211

Les restes à recouvrer s'élèvent à 56 K€ tous exercices confondus dont 49 k€ au titre de 2025 (pour 2024 : 46 k€ tous exercices confondus dont 36 k€ au titre de 2024 uniquement).



- La formation continue et la VAE progressent en 2025 pour atteindre 1 129 k€.

Elles s'élevaient à 1 036 k€ l'année passée (1 068 k€ en 2023 et 1 361 k€ en 2022). Elles représentaient 860 k€ en 2021.

La formation continue génère 1 096 k€ de recettes (993 k€ en 2024, 1 021 k€ en 2023 et 1 291 k€ en 2022) et la VAE apporte 33 k€ (43 k€ en 2024, 47 k€ en 2023 et 70 k€ en 2022).

Les restes à recouvrer s'élèvent à 59 k€ à fin 2025 dont 57 k€ au titre de 2025. On était à 207 k€ à fin 2024 tous exercices confondus dont 205 k€ au titre de 2024.

- Les recettes de l'apprentissage s'élèvent à 2 212 k€ (2 123 k€ en 2024, 2 212 k€ en 2023. 2 870 k€, 2021 : 4 812 k€ et 2020 : 2 242 k€). Pour mémoire, l'UTT disposait d'un partenariat avec Yschools pour les exercices 2020 à 2022.

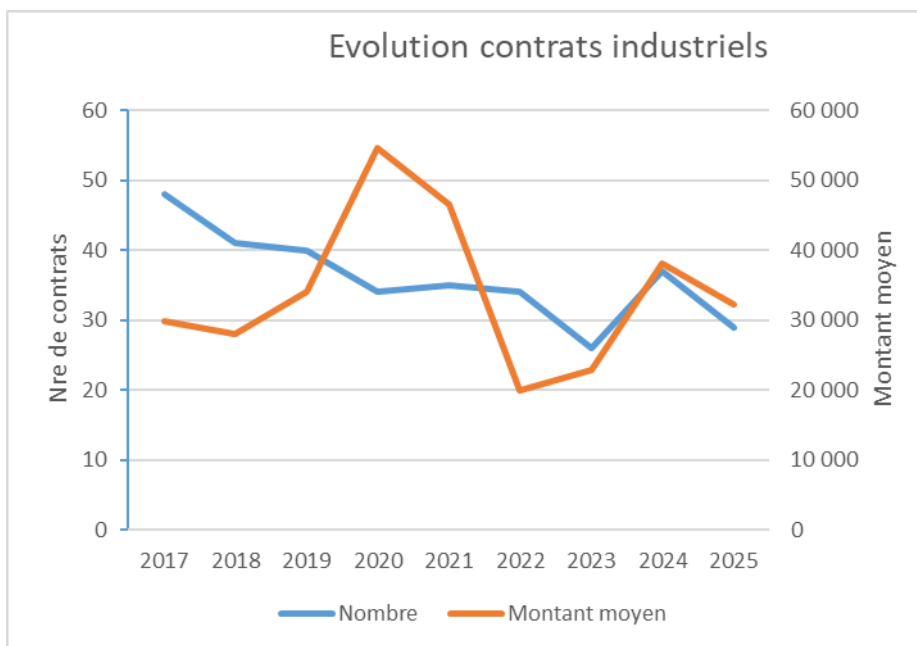
L'apprentissage, à lui seul, représente en 2025 environ 35 % des recettes propres (32 % en 2024, 33% en 2023 et 39% en 2022). Des titres ont été émis pour environ 2 107 k€. Les restes à recouvrer au 31/12 s'élèvent à 171 k€ tous exercices confondus (268 k€ en 2024, 364 k€ à fin 2023) et 169 k€ au titre de l'exercice 2025 (257 k€ au titre de 2024 à fin 2024).

Concernant les opérations de rattachement, on constate fin 2025, 60 k€ de produits à recevoir (+) (33 k€ en 2024 et 255 k€ en 2023) et 212 k€ de produits constatés d'avance (-) (215 k€ en 2024 et 112 k€ en 2023). Cette tendance est le signe d'une émission plus régulière des titres de l'apprentissage sur ces derniers exercices.

- Les prestations de recherche dans le cadre de partenariats industriels poursuivent leur tendance baissière sur l'exercice 2025 avec un niveau de 588 k€ (elles étaient de 980 k€ l'année dernière et 1 520 k€ en 2023). La crise politique actuelle et les contraintes économiques connues au cours des deux exercices précédents expliquent en partie la difficulté à contracter avec les entreprises dans le cadre des valorisations de recherche. Les restes à recouvrer au 31/12/2025 s'élèvent à 418 k€ tous exercices confondus (332 k€ en 2024, 606 k€ en 2023 et 619 k€ en 2022 et 826 k€ en 2021). Les restes au titre de 2025 uniquement s'élèvent à 331 k€ (189 k€ en 2024)

29 nouveaux contrats ont été signés en 2025, 21 se sont terminés. Actuellement, 82 contrats sont en cours.

Evolution du poste « prestations de recherche »				
	Produits de l'exercice	Nbre de contrats signés	Montant total	Montant moyen
2025	588 k€	29	935 064 €	32 244 €
2024	980 k€	37	1 406 676 €	38 018 €
2023	1 520 k€	26	592 990 €	22 807 €
2022	868 k€	30	598 446 €	19 948 €
2021	1 650 k€	35	1 630 486 €	46 585 €
2020	855 k€	34	1 855 503 €	54 574 €
2019	1 196 k€	40	1 362 701 €	34 068 €
2018	868 k€	41	1 150 920 €	28 071 €
2017	838 k€	48	1 431 315 €	29 819 €



- Le poste « colloques » s'établit en 2025 à 239 k€ (222 k€ en 2024, 357 k€ en 2023 grâce à l'organisation du forum Moddle Moot, 195 k€ en 2022, 118 k€ en 2021, 76 k€ en 2020). Les principales recettes sont issues du Forum Virtuel (20 k€), conférence Jetsan (7 k€) et Forum UTT-Entreprises (165 k€) et Forum CIGI QUALITA (31 k€). Les restes à recouvrer, tous exercices confondus, s'élèvent à 40 k€ (38 k€ en 2024 et 45 k€ en 2023). Ces restes concernent uniquement l'exercice 2025.
- Le poste « mise à disposition de personnel » s'établit à 382 k€ (378 k€ en 2024, 330 k€ en 2023, 292 k€ en 2022, 326 k€ en 2021). Ces recettes concernent 4 agents de l'UTT mis à disposition d'autres entités.

1-1-2 Les subventions d'exploitation

Elles sont en augmentation de 3% par rapport à l'exercice précédent, elles s'élèvent à 35 868 k€ (34 586 k€ en 2024, 33 985 k€ en 2023 et 34 547 k€ en 2022) et représentent presque 83 % des produits encaissables.

- La subvention pour charge de service public (SCSP) versée par le Ministère de Tutelle est en légère progression. En 2025, l'UTT a perçu 28 518 k€ dont 87 k€ au titre du contrat d'objectifs et de moyens 2025 (la SCSP s'élevait à 28 422 k€ en 2024 et 28 009 k€ en 2023). Cette subvention représente à elle seule, 80 % des subventions attendues.

La SCSP est composée de crédits de masse salariale pour 27 744 k€ € (dont 339 k€ pour compensation du CAS pensions) et de crédits de fonctionnement pour 777 k€ (dont 264 k€ de compensation pour les exonérations d'étudiants boursiers, 274 k€ en 2024).

- Les subventions attribuées par l'ANR, investissements d'avenir inclus, s'élèvent à 2 390 k€ (2 086 k€ en 2024, 1 854 k€ en 2023 et 2 306 k€ en 2022). Au 31/12, les restes à recouvrer s'élèvent à 256 k€ (554 k€ en 2024, 550 k€ en 2023). Ces restes concernent uniquement l'exercice 2025.
- Les subventions de la Région Grand Est s'élèvent à 521 k€ (657 k€ en 2024 et 645 k€ en 2023). Au 31/12, les restes à recouvrer s'élèvent à 215 k€ pour uniquement l'exercice 2025.
- Les subventions attribuées par les départements de l'Aube et de la Meuse (projet e-meuse) s'élèvent à 503 k€ 2025. Habituellement, le département de l'Aube versait une subvention de fonctionnement d'un montant de 550 k€ en soutien des actions de l'UTT pour leur impact territorial. Cette année, la subvention a été scindée en investissement/fonctionnement. Ainsi, au titre du fonctionnement, la subvention perçue s'élève à 400 k€ (une subvention de 137 k€ figure également en investissement). Le conseil départemental a également apporté 25 k€ dans le cadre des projets « cordées de la réussite » et 14 k€ pour l'entretien des équipements sportifs de l'UTT. Le département de l'Aube a aussi soutenu la conférence JETSAN (2 k€).
- Les subventions émanant des communes et groupement de communes s'élèvent à 464 k€ (574 k€ en 2024, 511 k€ en 2023, 412 k€ en 2022, 438 k€ en 2021). Elles émanent quasi essentiellement de Troyes Champagne Métropole (TCM) qui a apporté en 2025, 406 k€ au même titre que le Conseil départemental en soutien aux actions de l'UTT pour leur impact territorial + 17 k€ pour les conférences JETSAN et le congrès SFP. Tous les titres émis ont été encaissés.
- Les subventions de l'Union européenne s'élèvent en 2025 à 1 581 k€ (465 k€ en 2024 et 1 241 k€ en 2023 et 2 007 k€ en 2022). L'essentiel de la différence provient des opérations de rattachement comptabilisées chaque année en début et fin d'exercice. Ainsi, on a extourné début 2025, 657 k€ de produits à recevoir de fin 2024 et enregistré 780 k€ de produits à recevoir au titre de 2025. Les titres émis pour des projets justifiés s'élèvent à 1 303 k€ (1 260 k€ en 2024). Il reste 233 k€ à encaisser sur les titres émis tous exercices confondus.
- Le poste « autres collectivités » s'élève à 558 k€ (856 k€ en 2024 et 197 k€ en 2023, 202 k€ en 2022 et 601 k€ en 2021). Les subventions provenant du GIP52 pour soutenir l'activité de l'antenne de Nogent étaient absentes en 2023 et explique en partie la baisse déjà constatée en 2022. Dans le cadre de la convention en cours, il est prévu un financement à hauteur de 400 k€/an.
- En 2025, 25 contrats ont été conclus avec des financeurs publics, 115 étaient en cours et 24 sont arrivés à échéance.

Evolution du nombre de contrats conclus au cours de l'exercice :

2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
60	66	61	105	31	32	27	29	42	25

- L'année 2023 a connu une réforme importante de la taxe d'apprentissage avec une modification du système de collecte et de reversement. La plateforme SOLTEA mise en place par la Caisse des Dépôts et Consignations a connu quelques difficultés qui ont bousculé les attendus tant dans la périodicité que dans les montants. En 2022, cette ressource représentait 696 k€ (654 k€ en 2021, 611 k€ en 2020, 632 k€ en 2019 et 543 k€ en 2018). En 2023, l'UTT a pu percevoir 620 k€. L'ensemble des fonds relatifs à la taxe n'ont pu être versés dans leur intégralité et il n'a pas été possible de comptabiliser des produits à recevoir en raison du manque d'information sur le reste à percevoir. Le solde de cette ressource au titre de 2023 a été versé en 2024 (81 k€).

L'Université a perçu au titre de 2024, la somme de 728 k€. Ainsi, en 2024, en comptabilité, il a été enregistré 809 k€ au titre de la taxe d'apprentissage.

En 2025, le produit de la taxe d'apprentissage représente 804 k€. Il convient de souligner la progression enregistrée au regard des produits rattachés à l'exercice dans un contexte économique national incertain.

1-1-3 Les autres produits (comptes 72, 75 et 78).

- L'essentiel de ces « autres produits » (3 728 k€ contre 4 223 k€ en 2024) est constitué des reprises sur amortissements, dépréciations et provisions (compte 78). Ils s'élèvent à 2 731 k€ (2 569 k€ en 2024, 2 560 k€ en 2023, 2 561 k€ en 2022, 2 840 k€ en 2021).
- Au titre des dons et legs, en 2025, l'UTT a enregistré 137 k€ de recettes issues de la Fondation de l'UTT (390 k€ en 2024).

Ces engagements, visant principalement à soutenir les chaires universitaires, s'élevaient à 194 k€ en 2023 et 268 k€ en 2022 (201 k€ en 2021, 283 k€ en 2020 et 245 k€ pour 2019 et 304 k€ en 2018). Aucun reste à recouvrer n'est constaté à fin 2025.

- Dans les « Autres recettes » sont également enregistrés les reversements CVEC effectués par le CROUS, 174 k€ en 2025 (181 k€ en 2024, 183 k€ en 2023 et 122 k€ en 2022, 167 k€ en 2021). Les locations immobilières (redevance cafétéria, mur escalade, salles halle sportive, amphi M104 et

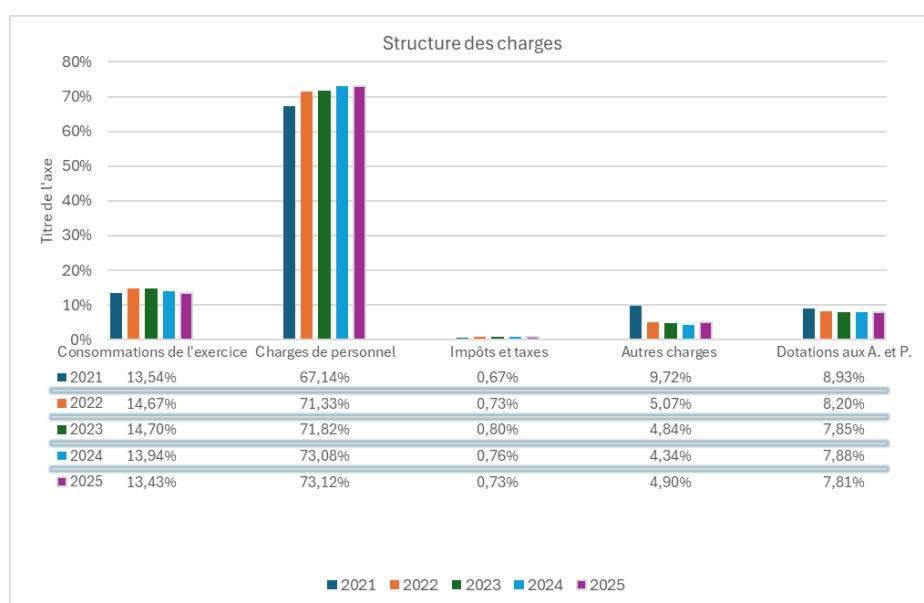
divers locaux) représentent 34 k€ en 2025 (42 k€ en 2024, 72 k€ en 2023, 51 k€ en 2022, 29 k€ en 2021 et 91 k€ en 2020).

- Cette année encore, des travaux en régie ont été comptabilisés : réalisations d'immobilisations par les personnels UTT. Ces comptabilisations visent à neutraliser l'impact patrimonial des charges constatées pour la réalisation des actifs. Elles concernent en 2025, comme en 2024, la mise en œuvre du SIEP pour 112 k€ (98 k€ en 2024).

En 2024, la « phase 1 » de construction du SIEP s'est achevée et la mise en service de l'outil a été réalisée à l'été 2024. La « phase2 » de déploiement a été mise en service en août 2025.

1.2 Détail des dépenses.

- Répartition des charges en %.



1-2-1 Les consommations de l'exercice sont en léger repli sur cet exercice 2025.

Université de Technologie de Troyes					en Euros
	2021	2022	2023	2024	2025
Consommations de l'exercice	6 167 391	6 620 597	6 837 922	6 296 724	6 242 091
Charges de personnel	30 591 911	32 199 754	33 407 198	33 013 964	33 979 773
Impôts et taxes	305 345	329 606	372 610	344 417	339 302
Autres charges	4 427 086	2 289 448	2 250 961	1 958 287	2 276 512
Dotations aux A. et P.	4 070 170	3 700 769	3 649 712	3 559 481	3 631 065
Montant total des charges	45 561 902	45 140 173	46 518 401	45 172 873	46 468 743

Ce poste s'élève à 6 242 k€ en légère baisse par rapport à l'an passé (6 297 k€). En 2023, il affichait 6 838 k€. On retrouve un niveau proche de celui de 2021, les exercices 2022 et 2023 étant particulièrement marqués par une forte inflation.

Ce poste de dépenses regroupe les achats (compte 60), les services extérieurs (compte 61) et les autres services extérieurs (compte 62).

A l'intérieur de ce poste de dépenses, les « achats » (1 483 k€) diminuent de 8,5% (1 621 k€ en 2024, 1 771 k€ en 2023, 1 558 k€ en 2022, 1 728 k€ en 2021). C'est, sur ce poste de dépenses, le niveau le plus faible des quatre derniers exercices.

Les « services extérieurs » (locations mobilières et immobilières, travaux d'entretien, assurances, études, documentation technique et pédagogique, frais de colloques) progressent de 12 % par rapport à l'année dernière, ils représentent 1 389 k€. Cependant, le niveau de 2025 reste inférieur aux niveaux de 2021-2023. (1 233 k€ en 2024, 1 560 k€ en 2023, 1 506 k€ en 2022, 1 531 k€ en 2021)

Les « autres services extérieurs » poursuivent la même tendance, et sont en repli de 2 % à 3 370 k€ (3 442 k€ en 2024, 3 508 k€ en 2023, 3 556 k€ en 2022, 2 907 k€ en 2021).

- Variation à l'intérieur du poste « achats ». Total : 1 483 k€. (-8.5 %/2024)
- ✓ Les dépenses d'eau et d'énergie (900 k€) diminuent de 22% par rapport à l'exercice précédent où elles avaient déjà diminué de 13% par rapport à 2023, exercice au cours duquel ces dépenses avaient progressé de 25% par rapport à 2022 (1 147 k€ en 2024, 1 306 k€ en 2023, 1 046 k€ en 2022, et 752 k€ en 2021). La progression 2022 par rapport à 2021 était de 39 %. De même, ces dépenses avaient augmenté de 25% entre 2020 (600 k€) et 2021. Ce sont surtout les dépenses d'électricité et de chauffage qui ont varié sur cette période. Il est à noter que la baisse 2025 du poste « électricité » est en partie due au changement de fournisseur dont l'offre est plus compétitive.

Evolution des charges liées aux fluides				
2021	2022	2023	2024	2025
Electricité				
337 k€	501 k€	906 k€	706 k€	443 k€
Carburants				
10 k€	17 k€	19 k€	10 k€	9 k€
Gaz				
52 k€	10 k€	12 k€	11 k€	15 k€
Chauffage				
345 k€	499 k€	329 k€	397 k€	420 k€
Eau				
5 k€	17 k€	40 k€	22 k€	15 k€

- ✓ Les fournitures administratives ainsi que les fournitures d'entretien et de petit équipement progressent assez fortement en 2025 passant de 218 k€ en 2024 à 270 k€ (+23%). Elles avaient été

contenues sur les exercices à 208 k€ malgré la forte inflation. On retrouve en 2025 le niveau de 2022 et ceux des exercices avant Covid.

- ✓ L'achat de matériel d'enseignement et de recherche non immobilisé progresse également à 303 k€ (255 k€ en 2024 et 2023, 251 k€ en 2022 contre 351 k€ comptabilisés en 2021. Il s'établissait à 318 k€ en 2020 et 266 k€ en 2019).

- Variations à l'intérieur du poste « services extérieurs » - Total : 1 389 k€. (+12%/2024).

- ✓ Les locations progressent sensiblement en 2025 pour atteindre 283 k€ (222 k€ en 2024). Elles avaient fortement progressé entre 2022 et 2023 pour atteindre 348 k€. Pour mémoire sur les exercices précédents : 231 k€ en 2021, 259 k€ en 2020 k€ et 235 k€ en 2019).

En 2023, les locations immobilières (308 k€) les plus significatives étaient SYMTEC NOGENT (158 k€) et Rennes School of Business (96 k€).

En 2024, on retrouvait principalement la location des locaux SYMTEC (149 k€), et Rennes School of Business (21 k€) dans une moindre mesure puisqu'un conventionnement avec l'UTC pour d'autres locaux à Paris a été formalisé à un tarif plus avantageux pour les mastères Big Data Engineer et Expert Cyber sécurité.

En 2025, les principales locations immobilières sont les locaux SYMTEC pour 117 k€, le conventionnement UTC pour 63 k€ et la location de l'espace Argence 17 k€.

Les locations mobilières (52k€/38k€ en 2024) les plus importantes concernent la reprographie (23 k€/25k€ en 2024 comme en 2023), Air liquide (5 k€).

- ✓ Les travaux d'entretien et la maintenance s'élèvent à 561 k€ (530 k€ en 2024, 480 k€ en 2023 et 487 k€ en 2022). Ces travaux sont l'assurance d'une gestion attentive du Patrimoine.
- ✓ Les assurances sont en constante augmentation sur la période : 71 k€ en 2025, 64 k€ en 2024, 57 k€ en 2023, 54 k€ en 2022.
- ✓ Le poste « étude et recherche » a fortement progressé au cours des exercices 2020 et 2021 (accompagnement des projets structurants pour l'Institution et particulièrement la transformation du système d'information et l'Université Européenne. Il a connu une légère baisse en 2022 (302 k€ contre 387 k€ en 2021).

En 2023, la baisse de ce poste de dépense s'est poursuivie et s'élevait à 173 k€ (-42%/2022).

L'an passé, ce poste de dépenses ne représentait plus que 31 k€. La principale dépense (25 k€) concernait un audit informatique réalisé par la société Ornisee dans le cadre d'un plan de prévention des risques informatiques.

En 2025, ce poste de dépenses se trouve encore réduit et s'élève à 8 k€.

- ✓ La documentation technique et bibliothèque est à nouveau en baisse et s'élève à 279 k€ en 2025 (297 k€ en 2024, 323 k€ en 2023, 358 k€ en 2022, 374 k€ en 2021).
- ✓ Le poste frais de colloque enregistre tous les frais afférents à l'organisation des colloques par l'établissement quelle que soit la nature de ces frais. Il s'élève à 138 k€ en 2025. Ces frais doivent être mis en parallèle des recettes générées par ces colloques, et facturés sur le compte 70661 (239 k€).

	Dépenses colloques (6185)	Recettes colloques (7066)	Solde
2025	138 k€	239 k€	101 k€
2024	50 k€	222 k€	172 k€
2023	178 k€	357 k€	179 k€
2022	88 k€	195 k€	107 k€
2021	45 k€	117 k€	72 k€
2020	67 k€	76 k€	9 k€
2019	100 k€	180 k€	80 k€

- Variation dans le poste « autres services extérieurs ». Total : 3 370 k€ (-2%/2024)

Les « autres services extérieurs », compte 62, enregistrent les dépenses de personnel intérimaire ou mis à disposition de l'UTT, les dépenses d'honoraires, frais de déplacement et missions, frais de déménagement, frais postaux et télécommunications, frais bancaires et divers.

- ✓ Les gratifications de stage, les frais de personnel intérimaire, en détachement ou mis à disposition progressent encore en 2025. Ces frais représentent 371 k€ (358 k€ en 2024, 297 k€ en 2023, 281 k€ en 2022, 148 k€ en 2020 et 265 k€ en 2021).

- ✓ Les dépenses d'honoraires baissent à nouveau en 2025 avec un niveau à 139 k€ (186 k€ en 2024, 224 k€ en 2023 et 279 k€ en 2022). Elles enregistrent les frais médicaux, les honoraires des commissaires aux comptes, les cours multisports, le recours à des intervenants etc.
- ✓ Les missions, déplacements et événements sont en baisse de 4% sur l'exercice 2025.

Année	Montant	Variation/N-1
2025	1 463 k€	-4%
2024	1524 k€	-8%
2023	1 655 k€	+25%
2022	1 322 K€	+119%
2021	604 K€	+48%
2020	409 K€	-74%
2019	1 577 K€	+14%
2018	1 384 K€	

Conformément à la politique DDRS et à la labellisation de l'établissement, les missions/déplacements font l'objet d'une réflexion permettant de concilier l'exercice des missions de l'université avec le renforcement des mobilités écoresponsables et le cadre contraint budgétaire.

- ✓ Les frais de téléphone, d'affranchissement et d'internet, s'élèvent fin 2025 à 55 k€ (60 k€ en 2024, 65 k€ en 2023, 79 k€ en 2022, 100 k€ en 2021, 109 k€ en 2020) soit une nouvelle baisse de 8% environ.
- ✓ Les dépenses liées aux concours divers qui concernent notamment les différentes cotisations payées par l'UTT diminuent assez fortement passant de 432 k€ en 2024 à 356 k€ en 2025. (418 k€ en 2023, 336 k€ en 2022, 317 k€ contre 286 k€ en 2020). (L'adhésion à l'association Cocktail pour le système d'information représente à elle seule 151 k€).
- ✓ Les dépenses de formation continue du personnel s'élèvent en 2025 à 138 k€. Ces dépenses s'élevaient à 107 k€ l'an passé et 127 k€ en 2023. (98 k€ en 2022, 117 k€ en 2021, 81 k€ en 2020). En se basant sur le chiffre moyen de 552 salaires par mois (540 en 2024), on constate une dépense annuelle de 250 € par salarié.
- ✓ Les autres prestations progressent à nouveau en 2025, après une baisse significative en 2023, et avoir augmenté de manière continue sur les exercices précédents. Elles s'élèvent à 599 k€ (507 k€ en 2024, 470 k€ en 2023, 743 k€ en 2022, 659 k€ en 2021).

Elles concernent les dépenses de prestations de gardiennage et sécurité (16 k€), de nettoyage (264 k€) ou informatique (22 k€) mais aussi la paie à façon (14 k€) et une multitude de dépenses ne

rentrant pas dans les autres comptes. La variation se fait surtout sur ces dépenses que l'on a parfois du mal à identifier de manière précise.

1-2-2. Les impôts, taxes et versements assimilés.

La cotisation « versement transport » est en augmentation en 2025 passant de 233 k€ en 2024 à 239 k€.

De même, l'allocation logement passe 93 k€ à 95 k€.

1-2-3 Les charges de personnel progressent de 3%.

Elles s'établissaient, fin 2023, à 33 407 k€ soit 1 207 k€ de plus qu'en 2022 (32 200 k€, 30 592 k€ en 2021, 29 435 k€ en 2020).

En 2024, ces charges représentaient 33 014 k€.

En 2025, les charges de personnel s'élèvent à 33 980 k€.

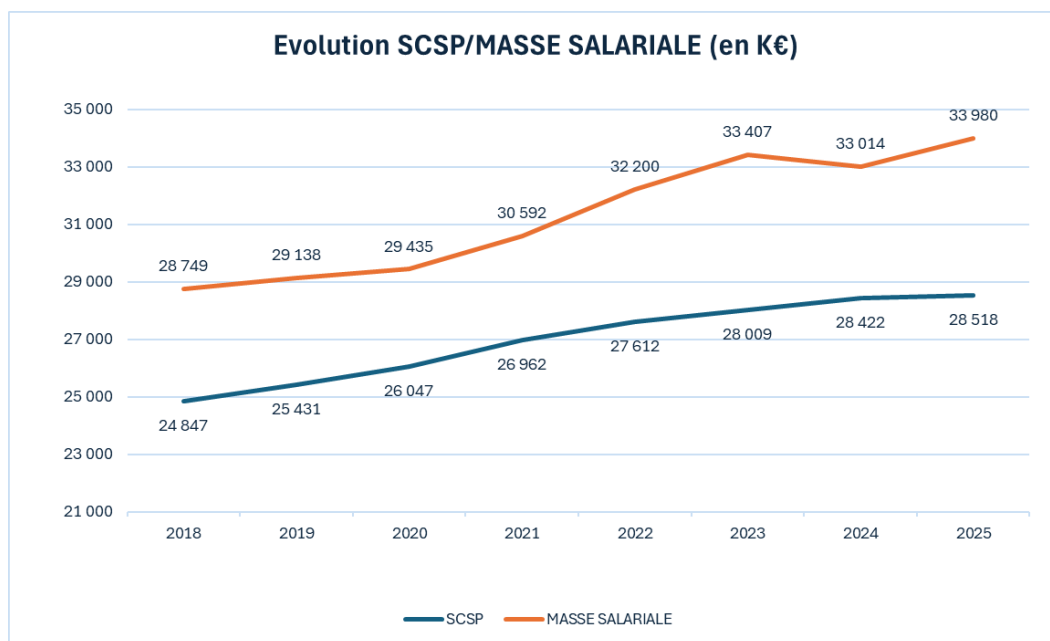
Les charges de personnels représentent 79 % des produits décaissables (c'est ce ratio « charges de personnel » / « produits décaissables » qui est repris par le Ministère pour les seuils de vigilance et d'alerte et la comparaison entre établissements). Le seuil de vigilance se situe à 83%.

En 2024, ce ratio s'élevait à 77 %. (78% en 2023)

Les salaires versés (21 618 k€) sont en augmentation de 2%, Les charges sociales (12 151 k€) augmentent également dans une moindre mesure.

	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Salaires	18 813 K€	19 544 K€	20 937 K€	21 562 K€	21 226 K€	21 618 k€
Charges Sociales	10 522 K€	10 996 K€	11 237 K€	11 715 K€	11 608 K€	12 151 k€
Autres charges	100 K€	52 K€	26 K€	129 K€	180 K€	211 k€
Total	29 435 K€	30 592 K€	32 200 K€	33 407 K€	33 104 K€	33 980 k€

Au vu de la fragilité des résultats comptables et de la part que représentent les charges de personnel, la maîtrise de ce poste de dépense dans un cadre pluriannuel prévisionnel et de gestion des emplois et parcours professionnels (GEPP) demeure un levier essentiel.



1-2-4 Dotations aux amortissements et provisions.

Elles s'élèvent à 3 631 k€, soit 72 k€ de plus que l'exercice précédent (3 559 k€ en 2024, 3 650 k€ en 2023, 3 701 k€ en 2022). Dans le même temps, la contrepartie « recettes » appelées aussi « reprises de financement des actifs » augmente de 162 k€ soit au global un impact résultat moins favorable qu'en 2024 de 90 k€.

1-2-5 Les autres charges (compte 65).

Ce poste regroupe les redevances pour concessions, brevets, mais également les subventions versées par le biais de Campus France, les subventions aux associations, les annulations de titres des années antérieures et exonérations sur décision du Directeur (après avis de la commission dédiée).

- ✓ Les redevances pour concessions, brevets, licences augmentent encore en 2025 (465 k€ contre 372 k€ en 2024, 313 k€ en 2023, 283 k€ en 2022, 234 k€ en 2021, 191 k€ en 2020).
- ✓ Les pertes sur créances irrécouvrables s'établissent à 197 k€ en 2025 (elles étaient de 10 k€ en 2024, 22 k€ en 2023, 69 k€ en 2022, 16 k€ en 2021, 26 k€ en 2020 et 21 k€ en 2019). En 2025, des clôtures pour insuffisance d'actifs prononcées par les tribunaux de commerce nous ont conduit à prononcer des non-valeurs pour un total de 194 k€ (5 entreprises au total pour respectivement 3 k€, 5 k€, 28 k€, 50 k€ et 108 k€). Les autres admissions en non-valeur concernaient deux titres relatifs à des droits de

scolarité pour un total de 3 k€. Ces admissions n'ont pas d'impact sur le résultat car ces créances avaient été provisionnées.

- ✓ Le compte 6578 abrite certaines dépenses connexes à l'apprentissage (premier équipement, mobilité apprenti, aide au permis) ainsi que l'ensemble des exonérations sur décision du Chef d'établissement. Les aides au 1^{er} équipement s'élèvent à 33 k€ et les aides au permis à 7 k€. Figurent également à ce compte des dépenses liées à la CVEC pour 86 k€, ou celles liées à UTSEUS pour 124 k€.

Ce poste de dépenses baisse constamment depuis 2023, pour atteindre 951 k€ (1 111 k€ en 2024, 1 288 k€ en 2023 et 1 499 k€ en 2022). Ce poste de dépenses s'élevait à 3 724 k€ en 2021 et 1 108 k€ en 2020. Les variations sur ces 4 derniers exercices sont essentiellement liées à l'apprentissage démarré en 2020 et dont le partenariat avec YSCHOOLS a été stoppé en 2022. A ce titre, les derniers reversements YSCHOOLS représentaient 88 k€ en 2024.

Concernant les exonérations, en 2025, l'UTT enregistre un volume de 223 k€ de droits exonérés (299 k€ en 2024, 308 k€ en 2023 et 240 k€ en 2022). Dans un contexte budgétaire contraint, la politique d'exonérations consenties reste une piste pour améliorer le résultat patrimonial.

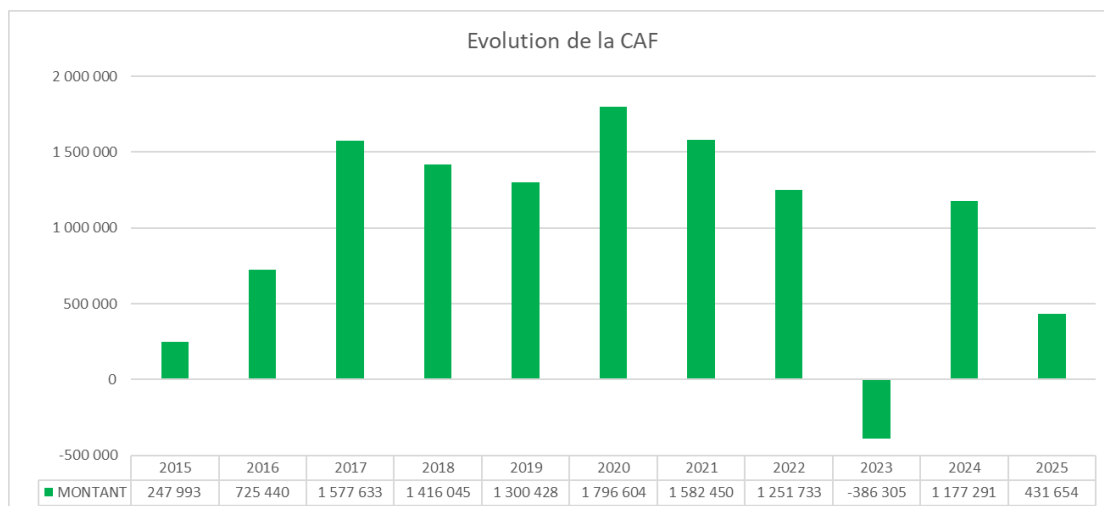
2. La détermination de l'autofinancement : la Capacité d'autofinancement : CAF

C.A.F. ou I.A.F. à partir du RESULTAT NET	2021	2022	2023	2024	2025
Résultat net comptable (bénéfice ou perte)	190 357	127 128	-1 468 097	202 099	-492 940
+ Dotations aux amortissements et provisions (c/ 681, 686, 687)	4 237 731	3 700 769	3 649 712	3 559 481	3 631 065
+ V.N.C. des immobilisations cédées (c/ 6577)		9 035	454	88 957	24 228
- Reprises sur amortissements et provisions (c/ 781, 786, 787)	2 839 738	2 561 490	2 560 874	2 569 246	2 730 700
- Produits sur cessions d'éléments d'actifs (c/ 7577)	5 900	23 709	7 500	104 000	
- Produits issus de la neutralisation des amortissements (c/ 776)					
= CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT (ou I.A.F.)	1 582 450	1 251 733	-386 305	1 177 290	431 654
- Remboursements en capital des emprunts (1)					
= AUTOFINANCEMENT NET (ou I.A.F. Net)	1 582 450	1 251 733	-386 305	1 177 290	431 654

La CAF provient des seules opérations de la section de fonctionnement qui correspondent à un flux monétaire et prend en compte l'ensemble des produits encaissables et des charges décaissables. Elle s'obtient donc uniquement au moyen des opérations qui se finalisent en trésorerie. Elle correspond au flux de trésorerie interne dégagé par l'établissement au cours de l'exercice.

La CAF devrait au minimum pouvoir assurer le remboursement du capital des emprunts ainsi que la dotation aux amortissements des immobilisations sur fonds propres, déduction faite des reprises de financements, soit pour 2025, 925 k€.

Ce prélèvement opéré, il devrait rester une CAF nette qui participe au financement des nouveaux investissements.



3. L'équilibre financier

L'objectif de l'examen du bilan est d'estimer les marges de manœuvre futures pour toutes les opérations d'investissement (remboursement de dettes, investissements nouveaux et coûts induits en fonctionnement par ses investissements, emprunts...).

Le bilan décrit, à la clôture de l'exercice, l'ensemble du patrimoine que l'établissement a constitué d'année en année. Ce patrimoine comprend un actif (total des biens immobiliers ou mobiliers, créances et trésorerie) et un passif (total des moyens de financement que détient l'UTT : dotations, subventions, dettes).

La mesure de l'équilibre financier s'effectue à travers trois grandeurs caractéristiques : le fonds de roulement, le besoin en fonds de roulement et la trésorerie.

En 2022, après avoir progressé pendant les trois précédents exercices, le fonds de roulement a affiché un premier léger repli (-305 k€).

Sur un exercice ou de manière ponctuelle, cette situation assez usuelle n'est pas alarmante, la structure peut puiser dans une partie de ses réserves pour financer une partie de ses investissements, la CAF à elle seule n'étant pas suffisante.

Cependant, au cours des quatre derniers exercices, l'UTT a ponctionné dans ses réserves pour des montants plus ou moins significatifs (305 k€ en 2022, 1 526 k€ en 2023 et 202 k€ en 2024, 387 k€ sur ce dernier exercice 2025).

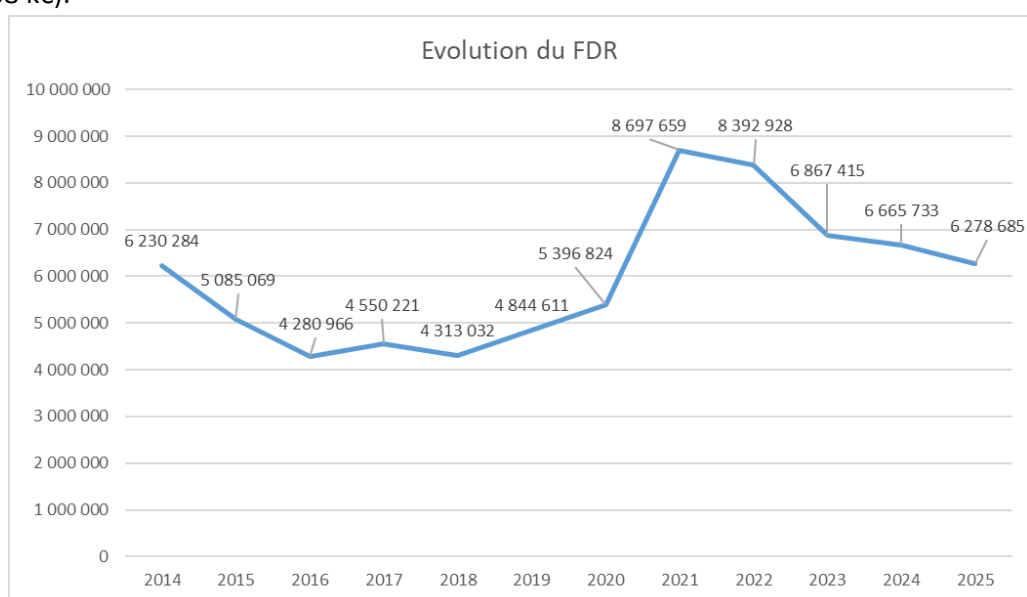
Cette tendance ne peut donc être poursuivie à long terme et témoigne de la fragilité structurelle de la santé financière de l'Université.

3-1 La détermination du fonds de roulement.

BILAN FONCTIONNEL	2021	2022	2023	2024	2025
+ Ressources stables :	99 626 805	102 495 194	103 076 802	105 405 069	105 837 865
* Ressources propres	99 547 805	102 416 194	103 076 802	105 405 069	105 837 865
. Capitaux propres (y.c. Prov. Pour risques et charges)	52 981 411	52 664 338	50 473 535	50 057 422	48 516 691
. Biens mis à disposition des établissements	35 516 148	34 280 003	33 061 888	32 086 142	31 178 821
. Apports fondation					
. Ecart de réévaluation					
. Réserves	9 267 692	9 458 049	9 585 178	9 585 178	9 787 277
. Dépréciation de l'actif					
. Report à nouveau	2 494 124	2 428 674	2 372 720	866 546	761 714
. Résultat de l'exercice (avant affectation)	190 357	127 129	-1 468 097	202 099	-492 940
. Subventions d'investissement	5 100 330	5 958 024	6 420 285	6 803 247	6 732 362
. Provisions pour risques et charges	412 760	412 459	501 561	514 210	549 456
. Amortissements et Provisions pour dépréciation	46 566 395	49 751 856	52 603 267	55 347 646	57 320 898
. dont prov. Pour dépréciation des immob. Corporelles	42 910 703	46 043 271	48 941 557	51 613 446	53 995 321
* Emprunts et dettes assimilées (DNC BPC)	79 000	79 000			275,00
* Dettes rattachées à des participations					
- Emplois stables (Actif immobilisé brut) :	90 929 147	94 102 266	96 209 387	98 739 336	99 559 179
* Immobilisation incorporelles	2 931 712	3 065 051	3 076 833	4 262 194	4 195 181
* Immobilisation corporelles et en cours	87 158 697	90 231 591	92 355 894	93 732 266	94 779 608
* Immobilisation financières	838 737	805 624	776 660	744 876	584 390
* Autres actifs immobilisés (DNC BPC)					
FDS de Roulement NET GLOBAL (F.R.N.G)	8 697 659	8 392 928	6 867 415	6 665 733	6 278 685

Le fonds de roulement est égal à la différence entre les financements disponibles ou ressources stables à plus d'un an (dotations et réserves, les subventions, les emprunts) et les immobilisations ou emplois stables (les investissements réalisés et en cours de réalisation).

Le financement des emplois stables (99 559 k€) doit être assuré par des ressources stables (105 838 k€).



Cette différence entre emplois stables et ressources stables appelée le Fonds de roulement, correspond en comptabilité à la somme des excédents définitifs dégagés au cours du temps.

Le fonds de roulement s'établit à fin 2025 à 6 279 k€, en diminution de 387 k€ par rapport à l'exercice précédent, mais reste toutefois soutenable.

Il permet de couvrir 51 jours de dépenses totales (crédits de paiements 2025, 54 jours en 2024 et 2023, 63 jours en 2022) et 54 jours de dépenses de fonctionnement (dépenses totales – investissement, 58 jours en 2024).

3-2 Le Besoin en fonds de roulement.

Le Besoin en fonds de roulement traduit le décalage entre l'encaissement des recettes et le paiement des dépenses, le fonds de roulement doit être suffisant pour couvrir ce besoin.

Depuis 2018, les comptes de l'UTT présentent un besoin en fonds de roulement négatif. Ce qui signifie que, les créances de l'UTT sont inférieures à ses dettes, ce besoin en fonds de roulement viendra en augmentation du FDR pour former la trésorerie.

Université de Technologie de Troyes	en Euros				
	2021	2022	2023	2024	2025
Fonds de Roulement Net Global	8 697 659	8 392 928	6 867 415	6 665 734	6 278 685
Besoins en Fonds de Roulement	-1 767 896	-932 223	-4 252 777	-3 323 552	-2 176 540
Trésorerie (y compris SACD)	10 465 555	9 325 151	11 120 192	9 989 286	8 455 226

3-3 La Trésorerie.

3-3-1 Une Trésorerie en repli de 1 534 k€ par rapport à 2024.

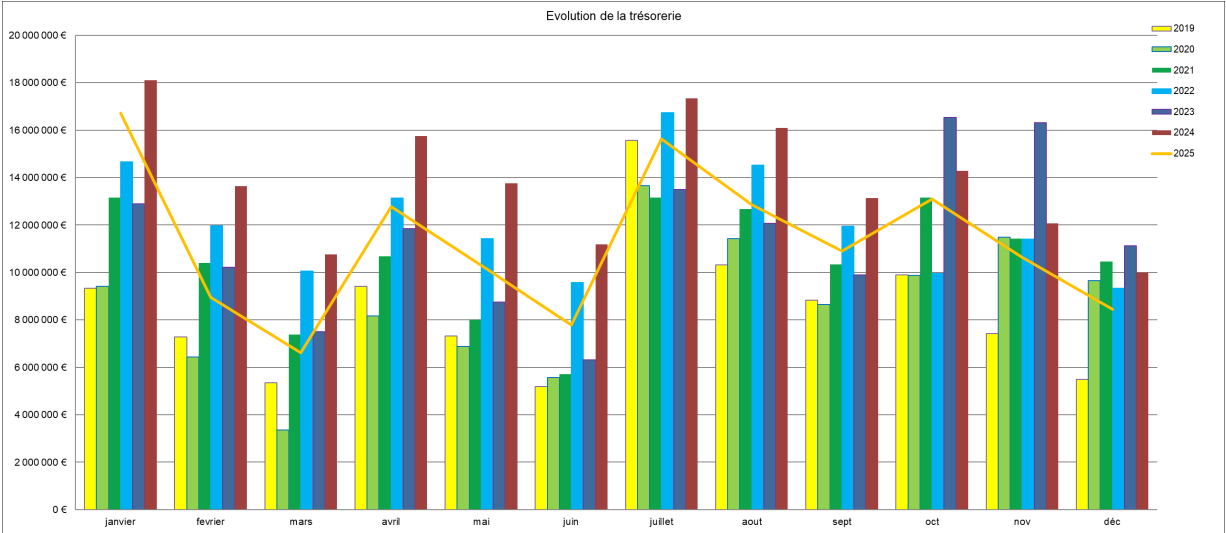
La trésorerie apparaît comme la différence entre le fonds de roulement et le besoin en fonds de roulement, elle s'élève à fin 2025 à 8 455 k€ ce qui représente 69 jours de dépenses totales ou 73 jours de dépenses de fonctionnement (totales - investissement).

Depuis plusieurs années déjà, une attention particulière est portée sur le suivi du niveau de trésorerie. Cet examen, soutenu et régulier indispensable, sera reconduit sur les prochains exercices.

Opérations pour comptes de tiers : il est à noter que sur les 8 455 k€ figurant en trésorerie au 31/12/2025, 162 k€ sont issus du projet BERNARDO, 146 K€ du projet IMPACT et 556 k€ proviennent de financement de bourses ERASMUS. L'ensemble de fonds représente 864 k€ environ qu'il conviendra de reverser aux partenaires.

3-3-2 Evolution de la trésorerie sur l'année 2025.

Université de Technologie de Troyes-2025												
en milliers d'Euros (KEu)	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre
Disponibilités	16 718 499	8 947 167	6 616 835	12 764 156	10 294 606	7 774 512	15 623 637	12 852 695	10 895 609	13 089 368	10 648 091	8 455 226



4. Le Bilan.

UNIVERSITE DE TECHNOLOGIE DE TROYES

Agrégé (Etablissement principal / BA / SACD)

BILAN 2025

ACTIF	EXERCICE 2025			EXERCICE 2024 NET
	BRUT	Amortissements et Provisions	NET	
ACTIF IMMOBILISÉ				
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles	4 195 181,04	2 658 095,62	1 537 085,42	1 506 124,38
Immobilisations corporelles				
Terrains	5 269 880,00	0,00	5 269 880,00	5 269 880,00
Constructions	46 756 467,49	20 770 936,52	25 985 530,97	26 277 301,82
Installations techniques, matériels et outillage	29 349 096,32	22 097 970,13	7 251 126,19	8 276 092,52
Collections	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens historiques et culturels	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations corporelles	12 576 001,58	11 126 413,98	1 449 587,60	1 635 082,04
Immobilisations mises en concession	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations corporelles en cours	126 116,16	0,00	126 116,16	80 871,59
Avances et comptes sur commandes	702 046,72	0,00	702 046,72	466 144,45
Immobilisations grevées de droits	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations corporelles (biens vivants)	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations financières				
Immobilisations financières	584 390,00	581 870,00	2 520,00	137 520,00
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ	99 559 179,31	57 235 286,25	42 323 893,06	43 649 016,80
ACTIF CIRCULANT				
Stocks				
Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
Créances				
Créances sur des entités publiques (État, autres entités publiques) des organismes internationaux et la Commission Européenne	8 197 764,34	0,00	8 197 764,34	10 724 718,14
Créances sur les clients et comptes rattachés	1 408 210,73	85 612,11	1 322 598,62	1 367 878,13
Créances sur les redevables (produits de la fiscalité	0,00	0,00	0,00	0,00
Avances et acomptes versés par l'organisme	28 071,94	0,00	28 071,94	31 791,55
Créances correspondant à des opérations pour compte de tiers (dispositifs d'intervention)	0,00	0,00	0,00	24 940,93
Créances sur les autres débiteurs	39 667,34	0,00	39 667,34	70 869,84
Charges				
Charges constatées d'avances	197 447,64	0,00	197 447,64	212 296,16
TOTAL ACTIF CIRCULANT (HORS TRÉSORERIE)	9 871 161,99	85 612,11	9 785 549,88	12 432 494,75
TRÉSORERIE				
Valeurs mobilières de placement	0,00	0,00	0,00	0,00
Disponibilités	8 455 225,85	0,00	8 455 225,85	9 989 285,62
Autres	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL TRÉSORERIE ACTIF	8 455 225,85	0,00	8 455 225,85	9 989 285,62
Comptes de régularisation	0,00	0,00	0,00	0,00
Écarts de conversion	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GÉNÉRAL ACTIF	117 885 567,15	57 320 898,36	60 564 668,79	66 070 797,17

PASSIF	EXERCICE 2025	EXERCICE 2024
FONDS PROPRES		
Financement de l'actif par l'État	31 178 821,70	32 086 142,30
Financement de l'actif par des	6 732 362,32	6 803 247,35
Fonds propres des fondations	0,00	0,00
Écarts de réévaluation	0,00	0,00
Réserves	9 787 276,91	9 585 177,82
Report à nouveau	761 714,05	866 546,29
Résultat de l'exercice (bénéfice ou	-492 939,75	202 099,09
Provisions réglementées	0,00	0,00
TOTAL FONDS PROPRES	47 967 234,90	49 543 212,85
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques	1 000,00	3 000,00
Provisions pour charges	548 456,49	511 210,40
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	549 456,49	514 210,40
DETTES FINANCIÈRES		
Emprunts obligataires	0,00	0,00
Emprunts sociaux souscrits auprès des établissements financiers	0,00	0,00
Dettes financières et autres emprunts	275,00	0,00
TOTAL DES DETTES FINANCIÈRES	275,00	0,00
DETTES NON FINANCIÈRES FINANCIÈRES		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 226 543,90	942 675,03
Dettes fiscales et sociales	1 078 402,25	1 099 582,25
Avances et acomptes reçus	7 394 288,93	9 543 400,79
Dettes correspondant à des opérations pour comptes de tiers (dispositifs d'intervention)	874 864,43	3 184 326,93
Autres dettes non financières	49 152,75	122 951,37
Produits constatés d'avance	1 424 450,14	1 120 437,55
TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES	12 047 702,40	16 013 373,92
TRÉSORERIE		
Autres éléments de trésorerie passive	0,00	0,00
TOTAL TRÉSORERIE PASSIF	0,00	0,00
Compte de régularisation	0,00	0,00
Écarts de conversion Passif	0,00	0,00
TOTAL GÉNÉRAL PASSIF	60 564 668,79	66 070 797,17

4-1 Actif immobilisé et fonds propres.

Les variations de l'ensemble des postes de l'actif immobilisé et des fonds propres résultent des écritures courantes de l'exercice (acquisitions, sorties, amortissements, etc.) et des éventuelles écritures d'ajustement effectuées à la suite des demandes du Commissaire aux comptes dans le cadre de la fiabilisation de l'actif et du passif au 31/12/2025.

4-1-1 Actif immobilisé.

L'actif immobilisé net ou emplois stables, s'élève fin 2025 à 42 324 k€ en retrait par rapport à l'exercice précédent (43 649 k€). Il se compose des immobilisations incorporelles, corporelles et financières.

- Les immobilisations incorporelles, essentiellement composées de logiciels et brevets, progressent à nouveau en 2025 (+ 31 k€).
- Les immobilisations corporelles composées des terrains, constructions, installations techniques, et des avances et acomptes diminuent légèrement (- 221 k€) pour s'établir à 41 784 k€ (42 005 k€ en 2024, 42 329 k€ en 2023, 43 650 k€ en 2022 et 44 100 k€ en 2021).
- Les immobilisations financières sont en baisse sur l'exercice 2025. L'UTT achève l'exercice à hauteur de 2 k€ (137 k€ en 2024, 169 k€ en 2023, 198 k€ en 2022). La baisse concerne la sortie des titres de participation LEVELS3D et une correction opérée sur les titres de participation PLI.

4-1-2 Les fonds propres.

Les fonds propres stables sont composés des postes suivants : les financements reçus, les réserves, le report à nouveau, et le résultat de l'exercice. Ils avaient diminué de 429 k€ entre 2023 et 2024 pour s'établir à 49 543 k€. Fin 2025, ils s'établissent à 47 967 k€. Une majeure partie de la baisse est générée par l'amortissement des financements de l'actifs.

- Les financements reçus diminuent de 972 k€ en 2025. Cette baisse résulte de la contraction des nouvelles subventions (+) et des sorties effectuées (-) auxquelles il convient d'ajouter les amortissements (+/-).
- Les réserves sont en légère progression en 2025 sous l'affectation du résultat positif de 2024 (202 k€).
- Le poste « report à nouveau » diminue (-195 k€). L'essentiel de la baisse provient de corrections dont le détail est précisé dans l'annexe financière (page 11).

4-2 Les provisions et dettes financières

- Les provisions pour risques sont faibles sur l'ensemble de la période (1 000 € en 2025, 3 000 € en 2024 et 3 600 € en 2023). Ces provisions, liées à un litige identifié pour lequel la responsabilité juridique de l'institution pourrait être engagée, sont étudiées et liquidées en relation avec le service juridique.
- Les provisions pour charges progressent de 37 k€ pour atteindre 548 k€ à fin 2025. Ces provisions concernent uniquement les provisions pour le paiement des comptes épargne-temps (CET) et avaient déjà progressé de 13 k€ en 2024 et 89 k€ en 2023.

4-4 Les Actifs circulants, les Passifs circulants et la Trésorerie.

4-3-1 Les actifs circulants hors trésorerie.

Les actifs circulants hors trésorerie, s'élèvent à 9 786 k€ en repli de 23 % par rapport à 2024. Ils sont composés des créances sur les entités publiques, des créances clients, des avances et acomptes et des charges constatées d'avance.

- Les créances sur les entités publiques diminuent de 2 527 k€ et s'élèvent à 8 198 k€. Une partie de ces créances (6 090 k€) concerne des subventions à recevoir dans le cadre des opérations de rattachement de fin d'exercice.

Il convient de distinguer les subventions d'investissement et de fonctionnement :

Restes à recouvrer principaux en fonctionnement :

- Etat : pas de restes à recouvrer
- Départements : 60 k€.
- ANR : 249 k€.
- UE : 233 k€.
- Autres organismes : 129 k€.

Restes à recouvrer principaux en investissement :

- Etat : 4 k€.
- Région : 82 k€.

- Département : 137 k€
- EU : 608 k€.
- Autres organismes : 186 k€

Les créances clients s'élèvent à 1 323 k€. (-45 k€ par rapport à 2024). Une partie de ces créances (547 k€) concerne des factures à établir dans le cadre des rattachements (produits à recevoir). (568k€ de produits à recevoir en 2024)

Une partie des restes à recouvrer concerne les droits à l'apprentissage pour 171 k€ (342 K€ en 2023) et la valorisation pour 418 k€ (332 k€ en 2024 et 544 K€ en 2023).

Les restes à recouvrer relatifs aux étudiants s'élèvent à 56 k€ (46 k€ en 2024, 91 k€ en 2023).

L'UTT constate fin 2025, 100 k€ de créances positionnées en « clients douteux ». (274 k€ en 2024, 303 k€ en 2023, 374 K€ en 2022).

- Les avances et acomptes versés s'établissent à 28 k€ (ces avances concernent essentiellement des avances versées aux agents dans le cadre de leurs déplacements) et les créances sur autres débiteurs s'élèvent à 40 k€.
- Les charges constatées d'avance diminuent en 2025 pour s'établir à 197 k€ (213 k€ en 2024, 125 k€ en 2023, 159 k€ en 2022 et 116 k€ en 2021).

4-3-2 Les passifs circulants

Les passifs circulants s'élèvent en 2025 à 12 048 k€ (16 013 k€ en 2024, 17 515 k€ en 2023, 14 451 k€ en 2022, 14 511 k€ en 2021).

Ils regroupent les dettes fournisseurs, les dettes fiscales et sociales, les avances et acomptes reçus, opérations sur compte de tiers, les autres dettes non financières et les produits constatés d'avance.

- Les dettes fournisseurs s'élèvent fin 2025 à 1 227 k€. Elles s'établissaient en fin d'exercice précédent à 943 k€. Ces dettes correspondent à des commandes non dénouées ou des factures non parvenues
- Les dettes fiscales et sociales s'élèvent à 1 078 k€ en 2025, elles sont à nouveau en baisse (1 100 k€ en 2024, 1 131 k€ en 2023, 1 154 k€ en 2022, 1 399 k€ en 2021). Elles sont constituées du poste TVA Collectée et du rattachement des congés payés non pris, heures complémentaires, vacances, CET monnayable, etc...

Les dettes fiscales, essentiellement constituées de la TVA à reverser sur les recettes s'élèvent à 68 k€.

Les charges à payer sur masse salariale (dettes sociales) s'élèvent à 1 010 k€ (1 035 k€ l'année dernière, 928 k€ en 2023, 923 k€ en 2022, 1 150 k€ en 2021, 1 115 k€ en 2020).

- Les avances et acomptes reçus s'élèvent en 2025 à 7 394 k€ (9 543 k€ en 2024, 8 009 k€ en 2023 et 8 354 k€ en 2022, 7 355 k€ en 2021).
- Les opérations sur compte de tiers concernent les fonds Erasmus utilisés dans le cadre de la mobilité des étudiants et l'aide à la mobilité internationale, ainsi que les opérations relatives au projet d'Université Européenne (EUT+). Ce poste s'élève à 875 k€ (3 184 k€ en 2024, 5 847 k€ en 2023, 1 216 k€ en 2022 et 1 703 k€ en 2021). L'essentiel des opérations concerne les bourses Erasmus pour 556 k€, le projet IMPACT pour 146 k€ et le projet Bernardo pour 162 k€.
- Les autres dettes non financières (49 k€) sont constituées de sommes comptabilisées sur des comptes provisoires qui n'ont pu être imputées sur des titres définitifs.
- Les produits constatés d'avance s'élèvent en fin 2025 à 1 424 k€.

Les dettes donnent de l'aisance en trésorerie et génèrent un excédent de financement, à l'inverse des créances qui occasionnent un besoin de financement.

Sur 2025, comme depuis quelques années déjà, les dettes sont supérieures aux créances, et créent donc un excédent de financement qui vient abonder la trésorerie.

4-3-3 La trésorerie, résultante du FDR et du BFR.

La trésorerie est arrêtée à 8 455 k€ (en baisse de 1 534 k€ par rapport à 2024).

Elle permet d'assurer 73 jours de dépenses de fonctionnement.

5-Taux d'exécution du budget.

L'analyse des taux d'exécution du budget permet une appréciation du degré de maîtrise de la gestion de l'établissement et de la qualité de la prévision budgétaire réalisée en amont. L'étude rétrospective permet aussi de porter un regard critique sur la sincérité du budget.

L'élaboration du budget en mode GBCP fait abstraction des comptes comptables pour s'appuyer sur des enveloppes d'autorisations d'engagements (AE) et de crédits de paiement (CP). La comptabilité générale tenue par le comptable ne retrace pas la consommation des AE mais uniquement celle des CP.

Les crédits de paiement prévus au budget rectificatif 2025 ont été consommés à hauteur de 98 % pour la masse salariale, 79 % pour le fonctionnement et 81 % pour l'investissement.

Dépenses						
	BR2 2025		Exécution 2025		% execution AE (réalisé / BR2)	% execution CP (réalisé/BR2)
	Montants		Montants			
	AE	CP	AE	CP		
Personnel	35 040 615	35 040 615	34 411 054	34 411 054	98%	98%
<i>dont contributions employeur au CAS Pension</i>	<i>6 673 901</i>	<i>6 673 901</i>	<i>6 726 259</i>	<i>6 726 259</i>		
Fonctionnement	8 914 223	9 463 830	7 466 482	7 436 876	84%	79%
Intervention						
Investissement	2 987 627	2 823 314	1 751 147	2 297 582	59%	81%
TOTAL DES DÉPENSES	46 942 466	47 327 759	43 628 683	44 145 512	93%	93%
Solde budgétaire (excédent)				488 918		

Le budget a été réalisé à 102 % pour les recettes : 100% pour la SCSP et les autres financements publics, 106 % pour les ressources propres et 117 % pour les recettes fléchées. Un taux supérieur à 100 % signifie que l'on a sous-estimé les recettes attendues dans les informations communiquées lors de la construction budgétaire. Il est cependant souligné la difficulté de prévision de certaines recettes.

En 2025 comme en 2024, le montant des recettes encaissées étant supérieur au montant des dépenses payées, le solde budgétaire est excédentaire et s'élève à 488 918 € (2 964 k€ en 2024).

Recettes				
BI 2025	BR2 2025	Exécution 2025	% execution CP (réalisé/BR1)	
Montants	Montants	Montants		
42 876 494	42 802 898	43 322 584	101%	Recettes globalisées
28 309 576	28 427 849	28 518 247	100%	Subvention pour charges de service public
		-		Subvention pour charges d'investissement
37 377	74 755	86 644	116%	Autres financements de l'Etat
181 000	173 516	173 516	100%	Fiscalité affectée
6 008 875	6 441 390	6 398 343	99%	Autres financements publics
8 339 665	7 685 388	8 145 835	106%	Ressources propres
1 411 432	1 117 651	1 311 846	117%	Recettes fléchées
				Subvention pour charges d'investissement fléchée
	-			Financements de l'Etat fléchés
1 411 432	1 117 651	1 311 846	117%	Autres financements publics fléchés
	-			Autres recettes fléchées
44 287 925	43 920 549	44 634 430	102%	TOTAL DES RECETTES
4 075 437	3 407 210			Solde budgétaire (déficit)

COMPTE DE RESULTAT/DEPENSES					
COMPTES	INTITULES	2023	2024	2025	2025/2024
60	achats total 60	1 769 403,93	1 620 985,51	1 482 716,81	-8,53%
605	achats de mat, equip et trvx	0	0	0	0,00%
6061	Fourniture non stockées: eau energie	1 306 476,60	1 147 209,68	900 138,56	-21,54%
6063	fourniture entretien petit equipement	175 183,03	187 073,24	238 250,44	27,36%
6064	fourniture administrative	30 932,40	29 224,97	31 134,74	6,53%
6065	vetements de travail	1 510,74	2 620,18	10 006,85	281,91%
6066	infirmerie produits pharmaceutiques	0,00	0,00	0,00	0,00%
6067	fourn mat d'enseign et recherche non immobilise	255 301,16	254 857,44	303 186,22	18,96%
606	achat de mat et fournitures sous total	1 769 403,93	1 620 985,51	1 482 716,81	-8,53%
608	frais accessoires d'achats	-	-	-	-
61	services extérieurs total 61	1 560 180,79	1 232 848,13	1 389 038,93	12,67%
611	sous traitance generale	157,80	157,80	33,15	-78,99%
613	location	348 232,39	222 482,44	283 502,33	27,43%
6152	entretien biens immobilier	39 703,71	37 036,91	46 907,07	26,65%
6155	entretien biens mobiliers	126 359,17	183 847,19	186 744,01	1,58%
6156	maintenance	314 191,56	363 756,58	374 529,65	2,96%
615	travx d'entretien et reparation sous total	480 254,44	584 640,68	608 180,73	4,03%
616	primes d'assurance	57 514,43	46 473,29	71 598,56	54,06%
617	etude et recherche	172 669,60	31 224,00	8 301,00	-73,41%
6183	documentation technique et bibliotheque	323 255,65	297 768,71	279 497,02	-6,14%
6185	frais colloque seminaire conf	178 096,48	50 101,21	137 926,14	175,30%
618	divers sous total	501 352,13	347 869,92	417 423,16	19,99%
62	autres services extérieurs total 62	3 508 336,85	3 442 890,79	3 370 335,26	-2,11%
621	personnel extérieur à l'ets	297 082,71	358 803,91	371 245,64	3,47%
622	remuneration interim honoraire	241 681,11	205 378,57	147 810,43	-28,03%
623	publicite/publications relations publiques	192 301,53	214 805,26	188 256,14	-12,36%
624	transport de biens et collectifs de pers(à des tiers)	33 061,46	24 234,43	40 995,27	69,16%
6251	voyages déplacements et missions	452 158,47	431 147,67	378 477,59	-12,22%
6254	frais inscription colloques	140 041,72	128 301,28	131 097,97	2,18%
6255	frais de déménagement	0,00	416,67	0,00	0,00%
6256	missions	612 868,54	572 816,66	574 265,84	0,25%
6257	receptions	392 524,02	381 362,49	379 393,98	-0,52%
6258	divers	57 798,65	9 500,00	0,00	-100,00%
625	déplacements,missions , receptions sous total	1 655 391,40	1 523 544,77	1 463 235,38	-3,96%
6264	telephone	21 010,49	15 030,24	12 277,29	-18,32%
6265	affranchissements	11 455,63	15 531,90	9 440,98	-39,22%
6266	internet	32 142,33	29 343,02	33 547,76	14,33%
6267	Liaison informatique spécialisée	392,47	649,56	131,78	100,00%
626	frais postaux telecommunication sous total	65 000,92	60 554,72	55 397,81	-8,52%
627	services bancaires assimilés	7 414,80	7 922,65	9 456,17	19,36%
6281	concours divers	418 769,07	432 626,82	356 180,09	-17,67%
6283	formation continue du personnel	127 322,60	107 839,66	138 178,11	28,13%
6284	Frais de recrutement du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00%
6285	prestations exterieures de gardiennage	22 240,10	8 135,18	16 265,01	99,93%
6286	contrat de nettoyage	217 278,07	241 843,72	264 345,79	9,30%
6287	prestations exterieures d'informatique	9 556,97	51 020,59	22 061,11	-56,76%
6288	autres prestations exterieures divers	221 236,11	206 180,51	296 908,31	44,00%
628	divers sous total	1 016 402,92	1 047 646,48	1 093 938,42	4,42%
63	impôts taxes/verst assimilés total 63	372 609,89	344 416,75	339 301,88	-1,49%
6331	versement transport	239 094,40	232 888,49	238 847,54	2,56%
6332	cotis final	95 638,32	93 154,99	95 538,40	2,56%
6338	autres imp taxes sur rem	5 544,00	3 344,04	2 325,60	0,00%
633	impôts taxes sur remuneration sous total	340 276,72	329 387,52	336 711,54	2,22%
635	autres impôts taxes (dgi)	-	-	-	0,00%
637	autres impôts taxes (autres organismes)	32 333,17	15 029,23	2 590,34	-82,76%
64	charges de personnel total 64	33 407 197,52	33 013 964,35	33 979 772,89	2,93%
6411	salaires	19 094 810,96	18 706 742,80	18 968 022,01	1,40%
6412	conges payes	92 835,32	10 453,41	61 576,19	489,05%
6413	primes gratifications	1 094 463,73	1 262 623,31	1 388 507,44	9,97%
6414	indemnites avantages divers	1 044 215,71	1 151 930,52	1 123 436,93	-2,47%
6415	supplement familial de traitement	159 602,55	162 971,76	144 289,46	-11,46%
6418	Autres rémunérations personnels (prime pouvoir d'achat)	145 798,93	466,67	0,00	100,00%
64191	Abattement primes points dispositif PPCR	-69 384,31	-68 779,46	-67 590,75	-1,73%
641	remuneration du personnel sous total	21 562 342,89	21 226 409,01	21 618 241,28	1,85%
645	charg secu sociale prevoyance	11 715 808,22	11 607 904,66	12 151 080,24	4,68%
647	prestations directes	84 244,68	179 650,68	210 451,37	17,14%
648	autres charges de personnel	44 801,73	-	-	0,00%
65	autres charges de gestion courante total 65	2 250 960,94	1 958 287,33	2 250 951,42	14,94%
6511	redevance pour concession /brevet /marques ,,,	313 359,50	372 526,28	465 091,50	24,85%
6516	droits d'auteur et de reproduction	8 044,96	7 731,56	7 346,05	-4,99%
651	redevance pour concession	321 404,46	380 257,84	472 437,55	24,24%
654	pertes sur créances irrécouvrables	22 986,00	9 770,00	197 400,06	1920,47%
656	valeur des elts d'actif cédés	-	-	-	0,00%
6573	charges d'intervention pour compte propre	362 015,81	146 527,83	84 721,65	-42,18%
6576	subventions diverses	0,00	0,00	0,00	0,00%
6577	Valeur comptable des éléments d'actifs cédés	453,74	88 957,21	24 227,70	100,00%
6578	autres charges spécifiques	1 288 094,73	1 111 463,10	951 199,98	-14,42%
657	charges spécifiques sous total	1 650 564,28	1 346 948,14	1 060 149,33	-21,29%
6581	interets moratoires	14 403,50	1 073,29	508,35	-52,64%
6583	charges de gestion courantes anterieures	239 364,00	197 920,09	519 653,07	162,56%
6584	debet admis en remise gracieuse	0,00	0,00	0,00	0,00%
6585	dons libéralités	0,00	0,00	0,00	0,00%
6586	pertes de changes	1 361,74	1 195,47	558,70	-53,27%
6588	autres charges diverses	876,96	21 122,50	244,36	100,00%
658	charges diverses de gestion courante sous total	256 006,20	221 311,35	520 964,48	135,40%
66	charges financières total 66	-	-	25 560,85	0,00%
68	dot aux amort et aux provisions total 68	3 649 711,51	3 559 480,61	3 631 065,45	2,01%
6811	dot aux amort sur immob corporelles et incorporelles	3 455 277,44	3 486 874,70	3 555 741,03	1,98%
6815	dot prov	89 101,74	13 249,49	38 246,09	188,66%
6817	dot aux depre des actifs circulants	105 332,33	59 356,42	37 003,33	-37,66%
681	dot aux amort et aux prov charg couran sous total	3 649 711,51	3 559 480,61	3 630 990,45	2,01%
686	dot aux amort et aux prov charg finan total	-	-	75,00	0,00%
6871	dot aux amortists except des immo	0,00	0,00	0,00	0,00%
6875	dot prov risques et charg except	0,00	0,00	0,00	0,00%
687	dot exceptionnell	-	-	-	0,00%
	total general	46 518 401,43	45 172 873,47	46 468 743,49	2,87%
	pm /recettes	45 050 304,81	45 374 972,56	45 975 803,74	1,32%
	resultat	- 1 468 096,62	202 099,09	- 492 939,75	-

COMPTE DE RESULTAT/RECETTES				
INTITULES	2 023	2 024	2025	evol 25/24
Val produits fabriqués total 70	7 249 242,45	6 565 831,00	6 379 402,48	-2,84%
droits et redevances universitaires	1 681 924,00	1 761 225,50	1 748 105,50	-0,74%
VAE	47 511,39	43 513,97	32 667,24	-24,93%
prest formation continue	1 020 786,64	993 145,43	1 096 520,74	10,41%
Formation en apprentissage	2 213 305,77	2 129 333,29	2 212 493,71	3,91%
colloques	357 751,25	221 934,50	238 780,95	7,59%
prestations recherche	1 519 781,92	980 388,25	588 068,26	-40,02%
autres prestations de service	74 973,48	56 405,58	65 959,81	16,94%
prestations de service S/TOTAL	6 916 034,45	6 185 946,52	5 982 596,21	-3,29%
mise à disposition de personnel	330 145,07	378 259,77	382 050,52	1,00%
autres produits	3 062,93	1 624,71	14 755,75	808,21%
produits des activités annexes sous total	333 208,00	379 884,48	396 806,27	4,45%
production immobilisée(travaux en regie)	181 224,00	98 296,00	111 816,00	13,75%
subventions d'exploitation total 74	33 984 648,05	34 586 133,01	35 868 441,99	3,71%
ministere tutelle fonctionnement	28 026 530,00	28 443 227,47	28 527 747,00	0,30%
ministere tutelle recherche	0	0,00	23 400,00	0,00%
ANR IA	529089,88	921 576,09	1 374 629,29	49,16%
ANR HORS IA	1 325 321,67	1 164 129,44	1 015 369,12	-12,78%
Aide de l'État versée par l'ASP au titre des contrats aidés	0,00	0,00	200,00	-
subventions etat S/TOTAL	29 880 941,55	30 528 933,00	30 941 345,41	1,35%
subvention region	645 362,38	657 241,07	521 294,23	-20,68%
subvention departement	696 958,03	659 102,04	502 792,81	-23,72%
subvention cmne, gpt cmnes (gd troyes ville troyes)	511 013,87	574 035,22	463 707,05	-19,22%
subvention ASP (contrats aidés)	0,00	0,00	0,00	0,00%
subvention CEE (feder,,)	1 240 869,29	465 311,61	1 580 509,87	239,67%
organisme internationaux	12 014,44	168,82	0,00	-100,00%
autres collect inv d'avenir	174 776,88	233 452,00	209 133,51	-10,42%
autres collect hors inv d avenir	22 751,97	622 699,34	348 953,15	100,00%
colloc publi et aut org internat S/TOTAL	3 303 746,86	3 212 010,10	3 626 390,62	12,90%
dons et legs	-	-	-	0,00%
taxes apprentissage	619 905,97	809 023,95	803 696,14	-0,66%
autres(CFA SUP et divers)	180 053,67	36 165,96	497 009,82	1274,25%
autres subventions d'exploitation S/TOTAL	799 959,64	845 189,91	1 300 705,96	53,90%
autres produits total 75	1 074 023,43	1 555 284,05	885 358,71	-43,07%
redevance	65 740,00	149 863,46	66 425,11	-55,68%
revenu des immeubles	71 943,44	42 297,85	33 769,93	-20,16%
Mécénats	194 395,40	389 747,00	137 222,65	-64,79%
produits des cessions des éléments d'actif	-	-	-	0,00%
FIXCALITE AFFECTEE CVEC	182 937,55	181 800,56	173 516,24	-4,56%
PROJET PACTE INTERVENTION P/C TIERS	-	243 243,70	-	0,00%
Produits des cessions d'éléments d'actif	7 500,00	104 000,00	-	-100,00%
S/TOTAL	551 507,04	444 331,48	474 424,78	6,77%
produits financiers total 76	293,25	182,00	84,75	-53,43%
autres produits financiers	293,25	182	84,75	-53,43%
produits exceptionnels total 77	-	-	-	0,00%
reprises sur amort et provisio total 78	2 560 873,63	2 569 246,50	2 730 699,81	6,28%
quote part repri au resul des financt rattac à ds actif	2 412 604,45	2 462 012,21	2 493 420,65	1,28%
reprise prov /litige	0,00	600,00	3 000,00	100,00%
reprise provisions sur créances douteuses	148 269,18	105 090,42	208 718,31	98,61%
quote part repr au réslt des financts ratta à actifs	0,00	1 543,87	0,00	100,00%
Reprises sur dépréciation des éléments financiers	0,00	0,00	25 560,85	0,00%
Tranferts de charges	0	0	0	0,00%
transfert de charges de fonctionnement	0	0	0	0,00%
total général	45 050 304,81	45 374 972,56	45 975 803,74	

detail dépenses significatives				
	2023	2024	2025	evol 2025/2024
ACHATS				
EAU / ELECTRICITE / CHAUFFAGE	1 306 477	1 147 210	900 139	-22%
FOURNITURE ENTRETIEN PETIT EQUIPT	175 183	187 073	238 250	27%
FOURNITURES ADMINISTRATIVES	30 932	29 225	31 135	7%
FOURNITURE MAT ENSEIG ET RECHERCHE	255 301	254 857	303 186	19%
SERVICES EXTERIEURS				
LOCATION	348 232	222 482	283 502	27%
TRAVAUX D'ENTRETIEN ET REPARATION	480 254	584 641	608 181	4%
DOCUMENTATION	323 256	297 769	279 497	-6%
ETUDE ET RECHERCHE	172 670	31 224	8 301	-73%
FRAIS COLLOQUE, SEMINAIRE, CONF	178 096	50 101	137 926	175%
AUTRES SERVICES EXTERIEURS				
PERSONNEL EXT A L ETABLISSEMENT	297 083	358 804	371 246	3%
REMUNERATION INTERIM HONORAIRES	241 681	205 379	147 810	-28%
PUBLICITE PUBLICATION RELATIONS PUBLI	192 302	214 805	188 256	-12%
FRAIS INSCRIPT COLLOQUES	140 042	128 301	131 098	2%
MISSIONS (avec les frais de déplacement: compte 6251)	1 065 027	1 003 964	952 743	-5%
RECEPTIONS	392 524	381 362	379 394	-1%
FORMATION CONTINUE PERSONNEL	127 323	107 840	138 178	28%
AUTRES PRESTA EXT (dont UTSEUS, regisseur, contrat,,)	221 236	206 181	296 908	44%
PRESTATION DE NETTOYAGE	217 278	241 844	264 346	9%
IMPOTS ET TAXES				
IMPOTS SUR REMUNERATIONS	340 277	329 388	336 712	2,22%
CHARGES DE PERSONNEL				
REMUNERATION DU PERSONNEL	21 562 343	21 226 409	21 618 241	1,85%
CHARGES PATRONALES	11 715 808	11 607 905	12 151 080	4,68%
PRESTATIONS DIRECTES (ACTION SOCIALE)	84 245	179 651	210 451	17,14%
AUTRES CHARGES DE PERSONNEL (PRIME POUVOIR D'ACHAT)	44 802	-	-	-
CHARGES DE GESTION COURANTE				
REDEVANCE POUR CONCESSION/brevet marques,,,	313 360	372 526	465 092	24,85%
CHARGES D INTERVENTIONS	362 016	146 528	84 722	-42,18%
AUTRES CHARGES SPECIFIQUES (REVERSEMENT OFA)	1 288 095	1 111 463	951 200	-14,42%
DOT AUX AMORTISSEMENTS / PROV RISQUES & CHARGES	3 649 712	3 559 481	3 631 065	2,01%

Detail recettes significatives				
	2023	2024	2025	evol 2024/2023
prestations				
droits universitaires	1 681 924	1 761 226	1 748 106	-0,74%
prestations recherche	1 519 782	980 388	588 068	-40,02%
prestations formation continue	1 020 787	993 145	1 096 521	10,41%
formation en apprentissage	2 213 306	2 129 333	2 212 494	3,91%
colloques	357 751	221 935	238 781	7,59%
mise à dispo de personnel	330 145	378 260	382 051	1,00%
subventions				
subventions ETAT	29 880 942	30 528 933	30 941 345	1,35%
colloc publi et autres organismes internatioaux	3 303 747	3 212 010	3 626 391	12,90%
taxe apprentissage	619 906	809 024	803 696	-0,66%
produits exceptionnels et reprises				
quote part subv rapportée	2 560 874	2 569 247	2 730 700	6,28%

IMMOBILISATIONS 2023 à 2025 DEPENSES				
NATURE DES INVESTISSEMENTS	2023	2024	2025	DETAIL significatif de 2025
IMMO INCORPORE TOTAL	119 780,00	1 227 701,82	308 358,45	
ACHAT DE LOGICIELS	119 780,00	1 227 701,82	308 358	SIEP AURIGA (140 K€) / Logiciel STERENNES (35 K€) / Logiciel API EDAX (30 K€)
BREVET LICENCES	-	-	-	
AUTRES IMMOB INCORPOR	-	-	-	
IMMOB CORPOREI TOTAL	1 733 060,51	3 488 954,14	1 831 483,87	
terrains nu MAD				
BAT REMIS EN DOTATION				
ens immob acquis	179 537,51	290 563,69	1 014 786	Migration système contrôle accès (650 K€)
INST AMENAGT CONSTR BIENS REMIS EN DOT	-			
INST AMENAGT CONSTR	-	715 698,36	-	
INST A CARACTERE SPECIFIQUE	-			
MAT SCIENTIFIQUE	991 363,95	1 469 094,64	374 691	Micro tronconneuse (30 K€) / Equipement simulation numérique (32 K€) / Système de détection optique (13 K€) / Spectromètre SPR (24 K€) / Pompe à vide (6 K€) / Thermo Chiller (7,5 K€)
MAT ENSEIGNT	95 474,51	398 959,49	123 604	Machine de mesure tridimensionnelle (23K€) / Scie à ruban (8 K€) / Unité de photoelasticité (13,5 K€) / Pompe série parallèle (15,5 K€)
OUTILLAGE	10 925,01	2 416,04	12 368	Chariot Stockman (10 K€)
AG ET AMENAGT MAT OUTIL				
COLLECTIONS				
INST AMENAGT DIVERS	-	9 935,13	2 644	Nouvelle signalétique (2,6 K€)
MAT DE TRANSPORT	35 187,61	-	16 282	Véhicule antenne de Nogent (16,2 K)
MAT DE BUREAU	3 745,00	-	-	
MOBILIER	23 335,20	20 284,08	11 241	Divers fauteils / Bureaux
MAT INFORMATIQUE	310 558,82	481 657,38	223 019	Robot de sauvegarde (23,52 K€) / Migration cœur de réseau (50 K€) / Serveur Powerdge (8 K€)
MAT DIVERS	82 932,90	100 345,33	52 849	Video projecteur (7 K€) / Système audiovisuel (37 K €) / Cabine visioconférence (8K€)
IMMO EN COURS TOTAL	1 687 468,18	825 355,94	1 833 569,54	
Installation technique mat en cours	111 958,91	45 292,34	286 057	Esplanade minérale (75€) / Solarisation toiture (108 K€) / Machine de traction (63 K€) / Passerelles de géolocalisation (9K€) / Borne de recharge Nogent (10K€)
logiciels sous traité(site internet)	42 184,80	42 582,85	-	
logiciels créés				
ACOMPTE SUR IMMO INCORPORELLES	598 494,17	201 746,50	178 727	SIEP AURIGA
AVANCE SUR IMMO INCORPORELLES	-			
ACOMPTE SUR IMMO CORPORELLE	926 510,13	86 533,33	1 153 756	Migration système contrôle d'accès (537K€) / Equipement gravure couche simple (473K€) / Eclairage LED Hall sportive (116 K€)
AVANCE SUR IMMO CORPORELLE	8 320,17	449 200,92	215 030	Plateforme interconnectée (198 K€)
AUTRES IMMOB FII TOTAL	1 823,63	0	3 600	
PARTICIPATIONS	1 520,00	-	-	
AUTRES PRETS	303,63	-	600	
CAUTIONNEMENT	-	-	3 000	
TOTAL GENERAL	4 191 363	3 542 132	3 977 012	

Financement immo 2023 à 2025 (RECETTES)			
NATURE DES FINANCEMENTS	2023	2024	2025
SUBVENTIONS EQUIPEMENT ETAT	119 228	354 873	786 486
SUBVENTION EQUIPEMENT REGION	372 860	325 201	579 758
SUBVENTION EQUIPT DEPARTEMENT	542 679	358 929	561 987
SUBV AUTRES ETABLISSEMENTS PUBLICS	30 708	62 521	123 032
<i>SUBVENTION UNION EUROPEENNE</i>	379 505	556 606	1 105 282
AUTRES SUBV EQUIPEMENT CARSAT ANR	268 743	350 312	474 422
TOTAL GENERAL	1 713 723	2 008 442	3 630 967
FONDS PROPRES POUR MÉMOIRE	1 891 438	2 058 863	771 164